

**RAPPORT ANNUEL
DE GESTION
2003-2004**

**Direction régionale
d'Emploi-Québec
Saguenay-Lac-Saint-Jean**

**Rapport annuel de gestion
Emploi-Québec 2003-2004
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean**

**Recherche et rédaction :
Rosaire Gagnon**

**Collaboration :
Marc Tremblay, DPPSA
Marc Tremblay, CLE de Jonquièrre
Eric Tremblay, responsable du soutien technologique régional**

**Production :
Direction de la planification et du partenariat**

***Adopté le 25 janvier 2005
par le Conseil régional des partenaires du marché du travail
du Saguenay-Lac-Saint-Jean***

On peut consulter le Rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec 2003-2004 à l'adresse Internet suivante : <http://emploi.quebec.net/francais/regions/saguenaylacstjean/publications.htm> On peut aussi obtenir une copie auprès de la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean en en faisant la demande à :

**Direction régionale d'Emploi-Québec
210, rue des Oblats Ouest
Chicoutimi (Québec) G7J 2B1
Téléphone : (418) 549-0595
Sans frais : 1 800 463-9641
Télécopieur : (418) 549-1403**

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-43611-3

TABLE DES MATIÈRES

Message du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail.....	6
Message du directeur régional d'Emploi-Québec Saguenay-Lac-Saint-Jean	7
1- Malgré les revers, l'économie se porte bien	8
2- Une organisation centrée sur l'emploi	
2.1 La mission, la clientèle et les services	9
2.2 L'approche partenariale.....	11
3- Des ressources au service de la main-d'œuvre et des entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean	
3.1 Des ressources humaines réduites	15
3.2 Un effort de formation moins intense	15
3.3 Une organisation relativement en santé.....	16
Carte du territoire des Centres locaux d'emploi du Saguenay-Lac-Saint-Jean	18
3.4 Des ressources financières relativement stables.....	19
4- Bilan des résultats	
4.1 Les résultats en regard des orientations régionales	25
4.2 Rehausser les compétences des chercheurs d'emploi.....	34
4.3 Les taux d'emploi se maintiennent relativement haut	35
4.4 STAU : une mesure mal connue mais pleine de promesses	36
4.5 L'intervention en entreprise	37
4.6 Des réductions de coût qui reflètent les orientations	38
4.7 Des services publics d'emploi appréciés des citoyens	39
Des changements en perspective.....	40
ANNEXES	
I- Tableau comparatif des résultats au Saguenay-Lac-Saint-Jean 2003-2004.....	41
II- Organigramme d'Emploi-Québec Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	46
III- Composition du Conseil régional des partenaires du marché du travail	47

Liste des tableaux

1- Indicateurs du marché du travail en 2003-2004.....	8
2- L'effectif d'Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2003-2004.....	15
3- Formation donnée en 2002-2003 et 2003-2004, selon la catégorie de personnel (en heures)	16
4- Formation donnée au personnel selon l'unité administrative en 2002-2003 et 2003-2004 (en heures).....	16
5- Nombre d'individus distincts ayant déposé une demande de congé maladie	17
6- Nombre total d'heures de congé de maladie déclarées par unité administrative	17
7- Situation budgétaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean, par CLE, pour 2003-2004.....	19
8- Dépenses liées aux individus, au Québec, selon la région en 2003-2004	20
9- Évolution du coût moyen par participant actif en 2003-2004	21
10- Évolution du coût moyen par personne en emploi en 2003-2004	22
11- Coût annuel moyen et taux de chômage ajusté, selon la région, en 2003-2004.....	22
12- Résultats d'Emploi-Québec au Saguenay–Lac-Saint-Jean – 2003-2004	24
13- Moyennes mensuelles des vacances signalées au service de placement en ligne pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004	26
14- Moyennes mensuelles des candidatures inscrites au service de placement en ligne pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004	27
15- Scolarité exigée pour les postes vacants et scolarité détenue par les candidats inscrits au placement en ligne en 2003-2004	27
16- Évolution des postes vacants signalés au placement en ligne selon le type de service (libre ou assisté) au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans l'ensemble du Québec.....	28
17- Proportion des participants à risque de chômage prolongé entre 2001-2002 et 2003-2004 (cible : 75 %)	29
18- Proportion des participants à risque élevé de chômage de longue durée de 2001 à 2004 (cible : 75 %)	29
19- Répartition des participants selon six types de statut au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004 (en %).....	30
20- Évolution du nombre de références en provenance des centres de ressources humaines Canada (CHRC) selon le type (RR ou AE), entre 2002-2003 et 2003-2004	31
21- Nouveaux participants de moins de 30 ans et niveau d'atteinte des cibles entre 2001-2002 et 2003-2004	31
22- Nouveaux participants responsables de famille monoparentale et niveau d'atteinte des cibles entre 2001-2002 et 2003-2004.....	31
23- Évolution du taux d'emploi des participants de moins de 30 ans entre 2001-2002 et 2003-2004	32
24- Évolution du taux d'emploi des participants responsables de famille monoparentale entre 2001-2002 et 2003-2004	32

25- Évolution de la participation de quelques clientèles aux interventions d'Emploi-Québec au Saguenay–Lac-Saint-Jean entre 2002-2003 et 2003-2004	33
26- Participants, selon le sexe, entre 2001-2002 et 2003-2004	33
27- Répartition des retours en emploi, selon le sexe, entre 2001-2002 et 2003-2004	34
28- Évolution des participants à la mesure de formation en 2002-2003 et 2003-2004.....	35
29- Taux d'emploi des participants à la formation professionnelle et technique et à la formation AUTRE que professionnelle et technique en 2002-2003 et 2003-2004.....	35
30- Comparaison de trois taux d'emploi et des écarts d'atteinte de la cible en 2003-2004.....	36
31- Évolution de l'aide aux entreprises et des emplois vacants au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004	37
32- Évolution du nombre de nouvelles ententes de qualification au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004	38
33- Évolution des sommes non versées en prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi (en K\$) en 2002-2003 et 2003-2004	38
34- Évolution des demandes de réexamen administratif et nature des décisions au cours des trois dernières années au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans l'ensemble du Québec.....	39

LISTE DES GRAPHIQUES

1- Évolution du nombre d'heures de congé de maladie de 2000 à 2004	17
2- Répartition des dépenses 2003-2004 Ensemble du Québec.....	20
3- Répartition des dépenses 2003-2004 Saguenay–Lac-Saint-Jean	20
4- Proportion des dépenses par mesure s'adressant aux individus en 2003-2004 au Québec et au Saguenay–Lac-Saint-Jean.....	20
5- Répartition des engagements financiers par mesure au Saguenay–Lac Saint-Jean en 2003-2004.....	25
6- Répartition des participants selon la mesure au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2003-2004	25
7- Scolarité des postes vacants offerts et des candidatures inscrites (en %) au placement en ligne en 2003-2004	28

Message de la présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail

J'ai le plaisir, en tant que présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de m'associer à la Direction régionale d'Emploi-Québec pour la présentation du troisième rapport annuel de gestion pour notre région.

Je constate encore une fois que nous avons rempli notre mission de favoriser le retour en emploi des personnes les plus vulnérables sur le marché du travail. Il s'agit d'une des principales orientations régionales retenues par les membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail.

En 2003-2004, c'est la deuxième année que nous offrons des services d'emploi à plus de 10 000 personnes dans l'un ou l'autre des six centres locaux d'emploi. Près d'un participant sur deux s'est trouvé un emploi à la suite d'une intervention du personnel d'Emploi-Québec. La formation de base de la main-d'œuvre a aussi fait l'objet d'un effort particulier conformément à nos orientations et aux objectifs de la Politique d'éducation des adultes et de formation continue.

L'année 2004-2005 sollicitera davantage les compétences et l'esprit inventif du personnel afin que la contribution d'Emploi-Québec s'inscrive encore davantage comme un élément incontournable du développement régional. Je suis confiante que nous saurons relever ce défi en raison de la grande accessibilité de nos services d'emploi, une caractéristique qui représente, en soi, une garantie de succès.

Je remercie tout le personnel d'Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean pour le travail accompli de même que tous les partenaires qui ont participé de près ou de loin à l'atteinte de résultats qui reflètent, en grande partie, la somme des efforts déployés.



*Liz S. Gagné
présidente*

Message du directeur régional d'Emploi-Québec du Saguenay–Lac-Saint-Jean

À la lumière des résultats de 2003-2004, Emploi-Québec du Saguenay–Lac-Saint-Jean peut, encore une fois, afficher sa fierté devant le travail accompli.

En effet, nos cibles de résultats ont été atteintes particulièrement celles relatives aux participants et aux retours en emploi. Avec des ressources moindres que l'année précédente, nous avons réussi à maintenir le nombre de nouveaux participants aux mesures d'Emploi-Québec au-dessus du seuil de 10 000. Cette performance s'explique par la qualité du travail effectué par le personnel de toutes les unités et par l'ingéniosité que chacun déploie pour répondre adéquatement aux besoins des personnes qui font appel à nos services.

Les services en ligne, comme l'information sur le marché du travail (IMT) et le placement, prennent chaque année un peu plus de place, confirmant ainsi l'accroissement de l'accessibilité des services publics d'emploi. Cette consolidation progressive s'inscrit parfaitement dans l'orientation gouvernementale qui vise, « ... d'ici 2007, un Québec branché qui offre plus de 50 % des services aux citoyens et aux entreprises en ligne, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 »¹.

En 2004-2005, les travaux de modernisation se poursuivront et, comme tous les ministères et organismes gouvernementaux, Emploi-Québec continuera à réfléchir sur l'amélioration des services d'emploi. L'expérience passée me permet de penser que l'équipe du Saguenay–Lac-Saint-Jean sera en mesure de relever le défi.

Je joins ma voix à celle de la présidente du Conseil des partenaires du marché du travail pour remercier l'ensemble du personnel des Centres locaux d'emploi (CLE) et de la Direction régionale, pour les résultats obtenus en 2003-2004. Merci aussi aux membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail, aux ressources externes et à nos partenaires du secteur public dont l'appui ajoute une dimension essentielle aux réalisations d'Emploi-Québec.



Yvon Fleury,
directeur régional

¹ QUÉBEC (2004) Rapport sur le Gouvernement en ligne Vers un Québec branché pour ses citoyens, présenté par Henri-François Gauthrin, député de Verdun et adjoint parlementaire au premier ministre, juin 2004, p. 7

1. Malgré les revers, l'économie se porte bien

La situation du marché du travail au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2003-2004 (**tableau 1**) affiche une santé relativement meilleure que celle de la même période de l'année précédente.

Malgré une perte de population, la région affiche un gain de la population active de 3 200 personnes (2,3 %), un progrès supérieur à ce qu'a connu l'ensemble du Québec avec 1,9 %. Malgré les difficultés rencontrées dans les secteurs du bois et des pâtes et papiers, l'emploi a progressé respectivement de 1,2 % et 1,1 %, dans la région et au Québec. L'emploi à temps partiel a bondi de 3,9 % dans la province comparativement à 1,5 % dans la région.

Le nombre de chômeurs a connu une hausse de 11,5 %, un signe que les personnes ont recommencé à chercher de l'emploi, la population inactive accusant une chute de 4 600 personnes dans la région. Les hausses respectives de 1,7 % et de 1 % du taux d'activité et du taux d'emploi confirment cette vitalité.

Après avoir connu une année exceptionnelle en 2002-2003, l'ensemble du Québec accuse une hausse de l'emploi de 1,1 %, ce qui nourrit un certain optimisme sur le marché du travail. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, la croissance de l'emploi dénote une fébrilité semblable avec une augmentation de 1,2 %.

Tableau 1

Indicateurs du marché du travail en 2003-2004²

	Saguenay-Lac-Saint-Jean				Ensemble du Québec			
	1 Moyenne 2002-2003	2 Moyenne 2003-2004	Variation (2-1)	En %	1 Moyenne 2002-2003	2 Moyenne 2003-2004	Variation (2-1)	En %
Population	233,2	231,8	-1,4	- 0,6	6 045,5	6 098,8	53,3	0,9
Population active	137,8	141,0	3,2	2,3	3 955,5	4 029,2	73,7	1,9
Emploi	122,0	123,5	1,5	1,2	3 619,7	3 660,5	40,8	1,1
Temps plein	94,6	95,6	1,0	1,1	2 967,1	2 982,7	15,6	0,5
Temps partiel	27,5	27,9	0,4	1,5	652,6	677,8	25,2	3,9
Chômeurs	15,7	17,5	1,8	11,5	335,8	368,7	32,9	9,8
Population inactive	95,5	90,9	-4,6	- 4,8	2 090,0	2 069,6	-20,4	-1,0
Taux d'activité	59,1	60,8		1,7	65,5	66,1		0,6
Taux de chômage	11,4	12,4		1,0	8,5	9,2		0,7
Taux d'emploi	52,3	53,3		1,0	59,9	60,0		0,1

Source : Enquête sur la population active (EPA)

Les analystes estiment cependant que cette croissance est surestimée³. Malgré tout, ces résultats encourageants viennent jeter un baume bénéfique sur la série de mauvaises nouvelles qui affligent l'économie du Saguenay–Lac-Saint-Jean. La performance d'Emploi-Québec en 2003-2004 reflète, en partie, ce contexte particulièrement favorable.

² Moyennes des quatre trimestres de juin 2002 à mars 2003 et de juin 2003 à mars 2004.

³ Desbiens, Clément, *Bulletin régional du marché du travail Saguenay–Lac-Saint-Jean*, troisième et quatrième trimestres et bilan 2003, Volume 24, numéro 2, Emploi-Québec, Direction régionale Saguenay–Lac-Saint-Jean, p. 30.

2. Une organisation axée sur l'emploi

Emploi-Québec est une agence⁴ au sein du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (MESSF)⁵. Elle est parmi les plus importantes agences du gouvernement par son effectif et par son budget. Dans son action, Emploi-Québec contribue à l'atteinte des objectifs du gouvernement du Québec visant l'émergence d'une économie compétitive et d'une société solidaire.

Emploi-Québec collabore à la réalisation du plan stratégique du Ministère⁶ qui vise à :

- contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi;
- contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale;
- mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes;
- moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyennes et citoyens et aux entreprises.

Pour réaliser sa mission, le Ministère est doté d'une structure administrative fondée sur trois réseaux complémentaires, soit celui d'Emploi-Québec, de la Sécurité du revenu et les services à la famille. Les services publics d'emploi opèrent en étroite collaboration, par l'entremise des modules Emploi-Québec et Sécurité du revenu regroupés dans chaque centre local d'emploi. La gestion et la prestation des services sont fortement décentralisées pour répondre aux besoins des collectivités du Québec.

2.1 La mission, la clientèle et les services

2.1.1 Mission

La mission d'Emploi-Québec est de contribuer,
de concert avec les partenaires du marché du travail,
à développer l'emploi et la main-d'œuvre et de lutter contre le chômage
dans une perspective de développement économique et social.

Ainsi, Emploi-Québec participe à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail de même qu'à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. Elle offre ses services en visant l'insertion sociale et professionnelle, le maintien en emploi, la stabilisation de l'emploi et la création d'emplois. De plus, elle favorise l'essor d'une formation continue de la main-d'œuvre qui soit qualifiante et transférable.

⁴ Avec le dépôt à l'Assemblée nationale de sa convention de performance et d'imputabilité, Emploi-Québec est passée d'unité autonome de service à agence gouvernementale en juin 2002.

⁵ À cet égard, on peut consulter le rapport de gestion du MESSF 2003-2004 à l'adresse suivante : <http://www.messf.gouv.qc.ca>. Les agences Sécurité du revenu et Centre de recouvrement publient également un rapport annuel de gestion disponible sur ce site.

⁶ Le plan stratégique actuel porte sur la période 2001-2004.

2.1.2 Clientèle

Emploi-Québec offre des services à la main-d'œuvre et aux entreprises du Québec, en partenariat avec des intervenants du marché du travail.

2.1.3 Mesures et services

Toute citoyenne et tout citoyen peut s'adresser à son centre local d'emploi ⁷ pour obtenir :

- de l'information sur le marché du travail et l'accès à divers outils de recherche en ligne sur les professions ainsi que la formation et l'apprentissage en milieu de travail;
- des services de placement qui lui permettent d'inscrire sa candidature et lui fournissent des outils à cette fin (banque d'emplois, modèles de curriculum vitæ, ordinateurs, téléphones, télécopieurs);
- une analyse sommaire de ses besoins au regard du marché du travail;
- la certification requise pour l'exercice de métiers réglementés ou pour satisfaire aux normes interprovinciales.

Par ailleurs, les personnes qui éprouvent des difficultés à intégrer le marché du travail ou à maintenir un emploi, et pour qui les services précédents ne suffisent pas, peuvent bénéficier également :

- d'orientation professionnelle;
- de soutien personnalisé à la recherche d'emploi;
- de services de développement de l'employabilité et d'intégration au marché du travail;
- d'activités de formation;
- d'un programme d'apprentissage en milieu de travail;
- d'une subvention salariale ou d'un contrat de travail ⁸ pour favoriser leur embauche ou leur permettre de vivre une expérience en milieu de travail;
- d'un soutien du revenu pendant leur participation à une mesure active d'aide à l'emploi ⁹.

Emploi-Québec collabore également à la gestion de projets financés par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail¹⁰. De plus, les personnes qui souhaitent créer leur entreprise peuvent avoir accès à des services-conseils spécialisés pour préparer leur plan d'affaires ou pour développer leur expertise entrepreneuriale ainsi qu'à un soutien du revenu.

Aux entreprises, Emploi-Québec offre des services de placement et un soutien au recrutement. Elle donne accès à de l'aide-conseil spécialisée en gestion et en développement des ressources humaines ainsi qu'à un soutien financier. Cette offre s'applique à des projets tels que :

- la mise en place d'un service de ressources humaines;
- la création d'un comité de concertation¹¹;
- l'implantation d'un programme d'aménagement et de réduction du temps de travail;
- la réalisation d'un plan de développement des ressources humaines;
- l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre;
- la présentation de projets de formation au Fonds national de formation de la main-d'œuvre;

⁷ Le réseau comprend 17 directions régionales, 154 centres locaux d'emploi et points de service ainsi qu'un centre d'assistance au placement situé à Trois-Rivières.

⁸ Dans le cadre du programme Contrat d'intégration au travail pour l'embauche de personnes handicapées.

⁹ Le soutien du revenu s'applique suivant certaines règles selon le régime de prestations d'indemnisation du chômage.

¹⁰ Le Fonds de lutte contre la pauvreté prenait fin le 31 mars 2003. Ainsi, les efforts consacrés ont consisté à terminer les projets amorcés en 2002-2003.

¹¹ Sous forme de comité de concertation en entreprise.

- le recours au Programme d'apprentissage en milieu de travail et la reconnaissance de compétences des travailleurs¹²;
- la réalisation de grands projets créateurs d'emplois ou stabilisant l'emploi;
- le reclassement en cas de licenciement collectif;
- la concertation pour la résolution de problèmes communs aux entreprises d'un même secteur d'activité économique.

2.2 L'approche partenariale

2.2.1 La concertation

Pour être efficace, l'intervention sur le marché du travail nécessite la collaboration et la mobilisation de nombreux acteurs du marché du travail. C'est pourquoi on trouve diverses instances de concertation aux échelons national, régional et local. S'ajoute à ce partenariat établi sur une base territoriale, une concertation par secteur d'activité et selon certaines clientèles particulières. Ces instances, composées de représentantes et de représentants de la main-d'œuvre, des entreprises, des organismes communautaires oeuvrant dans le milieu de l'emploi, des milieux de l'enseignement et des ministères concernés, sont chargées d'alimenter et de soutenir Emploi-Québec dans la réalisation de son mandat.

À l'échelon national, la Commission des partenaires du marché du travail définit avec le ministre les orientations d'Emploi-Québec, en plus de lui recommander le plan d'action annuel et des ajustements aux mesures et services. Elle exerce des responsabilités en matière d'affectation des ressources et de réglementation dans le cadre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre. Par ailleurs, la Commission assure le suivi du plan d'action, le suivi budgétaire et administratif ainsi que le suivi et l'évaluation des résultats. Enfin, la Commission détient un pouvoir d'initiative en ce qui a trait à l'emploi et à la main-d'œuvre. En 2003-2004, la Commission a notamment :

- introduit une requête pour la mise en place d'une veille sur les besoins de main-d'œuvre et sur l'adéquation de la formation professionnelle dans les régions. Cette demande découle de la préoccupation des membres de la Commission relativement à la capacité de ces dernières à subvenir à la demande de main-d'œuvre requise pour soutenir les effets des changements technologiques sur l'économie. Cette veille s'ajoute à celle amorcée l'année dernière sur les changements démographiques et le vieillissement de la population;
- appuyé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, une campagne de publicité ayant pour objet de valoriser la formation professionnelle et technique, campagne axée sur des besoins régionaux de main-d'œuvre, compte tenu que les régions sont susceptibles d'être exposées à plus ou moins court terme à une rareté de l'offre de main-d'œuvre;
- adopté, afin de donner suite aux recommandations du comité ad hoc de la Commission sur l'apprentissage en mode virtuel, un plan de mise en œuvre qui inclut une recherche-action consistant en une observation structurée de projets pilotes de formation ayant recours aux technologies de l'information et des communications. Les résultats de cette observation seront colligés dans un rapport dont la diffusion servira à renseigner les PME sur des moyens d'accès rentables à la formation continue en milieu de travail;

¹² Par l'entremise du cadre général de développement et de reconnaissance des compétences.

- accordé son appui à la Semaine québécoise des adultes en formation. Elle a fourni une aide financière et un support technique à l'Institut de coopération d'éducation des adultes (ICEA) en vue de promouvoir la formation en milieu de travail;
- en lien avec le *Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences*, soumis à l'approbation du ministre les six premières normes professionnelles développées par des comités sectoriels de main-d'œuvre en fonction des besoins de leurs secteurs. Ces normes permettront aux travailleurs des entreprises de toutes tailles de se voir reconnaître par une certification officielle des compétences acquises en milieu de travail;
- récemment approuvé une proposition d'ouverture du Cadre général, afin de reconnaître la diversité des modes de développement et de reconnaissance des compétences en milieu de travail et donc d'admettre d'autres approches à la formation qualifiante pouvant conduire à une certification autre que celle de l'apprentissage par compagnonnage;
- continué d'assumer les responsabilités qui lui sont attribuées en vertu de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (Loi 90)* :
 - o en recommandant au ministre le Plan d'affectation des ressources du Fonds national de formation de la main-d'œuvre;
 - o en commandant deux enquêtes en vue de mesurer l'impact de la Loi sur les pratiques de formation des entreprises, tant au niveau quantitatif que qualitatif;
 - o en amorçant la revue de certains de ses règlements;
 - o en approuvant des projets pilotes sur des approches de financement de la formation en milieu de travail par mutualisation, grâce à l'intervention d'agents collecteurs autorisés en vertu de la Loi, dont certains sont des comités sectoriels de main-d'œuvre;
 - o en approuvant des projets de recherche afin de documenter la Commission sur différents aspects du caractère qualifiant de la formation dans le but de clarifier ce concept pour les entreprises et les travailleurs.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean, comme les seize autres régions du Québec, est doté d'un Conseil régional des partenaires du marché du travail¹³ composé du même type de représentants. Il définit la problématique du marché du travail du Saguenay–Lac-Saint-Jean et élabore le plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi en tenant compte des orientations nationales ainsi que du cadre d'intervention d'Emploi-Québec. Ce plan comprend, outre les orientations, des stratégies d'intervention, des objectifs, des cibles de résultats et une répartition des ressources. Le conseil régional a également un mandat de concertation avec les instances régionales et locales de développement économique et il peut adresser des avis à la Commission des partenaires du marché du travail.

À l'échelon local, la concertation s'effectue entre les centres locaux d'emploi relevant d'Emploi-Québec et les centres locaux de développement relevant du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. Un protocole précise l'arrimage convenu entre ces organismes au regard notamment des priorités d'action ainsi que de leur suivi. Le soutien au démarrage d'entreprise fait notamment l'objet d'une entente pour la gestion de la mesure Soutien au travail autonome.

Sur une **base sectorielle ou de clientèle**, la concertation des partenaires privés et publics engagés dans le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi se fait à partir de la mise en œuvre de la Politique d'intervention sectorielle. Cette politique définit les principes de la

¹³ Voir les annexes II et III pour l'organigramme et pour la liste des membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail.

concertation des quelque 400 partenaires patronaux, syndicaux et publics engagés dans le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi sur le plan sectoriel. Actuellement, cette politique encadre les travaux de :

trois tables et vingt-six comités sectoriels de main-d'œuvre, lesquels sont chargés de circonscrire les problèmes et les stratégies de développement de la main-d'œuvre de leur secteur respectif et de créer des conditions propices au développement des entreprises et de la main-d'œuvre. Les secteurs d'activité économique couverts par les comités sont définis par la Délimitation des secteurs d'activité économique aux fins de l'intervention sectorielle d'Emploi-Québec et aux fins d'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, adoptée par la Commission des partenaires du marché du travail;

deux comités d'intégration et de maintien en emploi, l'un pour les personnes handicapées et l'autre pour les personnes immigrantes;

quatre comités consultatifs chargés de conseiller Emploi-Québec sur les actions à entreprendre pour améliorer l'offre de service aux femmes, aux jeunes, aux adultes judiciarisés et aux travailleuses et travailleurs âgés de 45 ans et plus.

Il est à noter que la Politique d'intervention sectorielle est actuellement en révision.

2.2.2 Une vision gouvernementale

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, principalement par l'entremise d'Emploi-Québec, s'allie à divers partenaires gouvernementaux concernés par le développement de l'emploi et la lutte contre la pauvreté pour consolider l'efficacité de son action. Il s'agit du ministère de l'Éducation, du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère du Travail, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que du ministère du Revenu. Des organismes publics tels que la Commission de la santé et de la sécurité du travail, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, le Conseil du statut de la femme, l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec-Amérique pour la jeunesse et l'Office des personnes handicapées¹⁴ sont aussi des partenaires.

Emploi-Québec assure les liens avec le gouvernement canadien en ce qui concerne la gestion des fonds transférés au Québec en vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail. Cette entente porte sur les mesures actives d'emploi et sur certaines fonctions du Service national de placement. Des mécanismes d'échange et de référence sont en place pour assurer le bon fonctionnement ainsi que la continuité des services. En ce qui concerne la clientèle des personnes handicapées, Emploi-Québec la soutient par ailleurs par certains programmes auxquels le Canada contribue financièrement par l'entremise de l'Entente sur l'aide à l'employabilité des personnes handicapées. Des projets pilotes auprès des travailleuses et travailleurs âgés sont aussi expérimentés conjointement.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, un comité régional de liaison continue Emploi-Québec-DRHC effectue le suivi opérationnel des activités des deux réseaux à la lumière des objectifs de résultats spécifiés dans l'Entente Canada-Québec et en coordination avec les unités centrales.

¹⁴ Dans le cadre des contrats d'intégration au travail.

2.2.3 Une contribution indispensable des organismes partenaires

L'offre de service d'Emploi-Québec met à contribution quelque 500 ressources externes en employabilité, ressources dont la majorité sont des organismes sans but lucratif et communautaires. On trouve plus précisément parmi ces derniers les carrefours jeunesse-emploi, les clubs de recherche d'emploi, les entreprises d'entraînement, les entreprises d'insertion, les organismes de développement de l'employabilité et les services spécialisés de main-d'œuvre. L'intervention en matière de main-d'œuvre et d'emploi repose également sur les services complémentaires des réseaux d'enseignement, des organismes sectoriels ainsi que des centres locaux de développement. L'ensemble de ces ressources contribue directement aux résultats des services publics d'emploi.

Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, on compte treize ressources externes. Leurs représentants, des représentants du Conseil régional des partenaires du marché du travail et la direction régionale d'Emploi-Québec font partie du *Forum régional Emploi-Québec/Ressources externes*, un lieu d'échanges et de discussions relatifs à ce type de prestation de services.

AVERTISSEMENT

Dans les pages qui suivent, les données présentées peuvent être différentes de celles qui apparaissent dans le rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec.

Ceci n'entache aucunement leur validité.

3. Des ressources au service de la main-d'oeuvre et des entreprises du Saguenay– Lac-Saint-Jean

3.1 Des ressources humaines réduites en 2003-2004

Pour remplir sa mission au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Emploi-Québec dispose d'un personnel de 133 personnes réparties dans six Centres locaux d'emploi et une Direction régionale.

Tableau 2

L'effectif d'Emploi-Québec au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2003-2004¹⁵

Unité administrative	Employés temps complet		Total
	Permanents	Occasionnels	
Direction régionale (DR-DPPSA-DORSO)	30	1	31
CLE Lac-Saint-Jean-Est	20	1	21
CLE Chicoutimi	27	0	27
CLE Jonquière	23	2	25
CLE Maria-Chapdelaine	9	1	10
CLE Roberval	9	1	10
CLE La Baie	7	2	9
Grand total	125	8	133

Source : Direction de la planification, du partenariat et des services administratifs (DPPSA)

Ainsi, 77 % des ressources se trouvent sur le plan local. La direction régionale, qui occupe des fonctions de coordination et de soutien au réseau tout en offrant certains services régionaux, représente 23 % des ressources. Par ailleurs, Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean profite d'ententes de service convenues sur le plan national avec des unités du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, portant sur la gestion des ressources informationnelles, humaines, financières, matérielles et de communication.

3.2 Un effort de formation moins intense

Par les années passées, Emploi-Québec a connu une intensification de la formation donnée au personnel notamment en raison de la consolidation de l'implantation des services et, plus récemment, de la migration des systèmes informatiques vers des formules plus conviviales davantage adaptées aux NTIC¹⁶. L'année dernière, la formation du personnel avait accaparé plus de 6 700 heures. (**Voir tableau 3**)

En 2003-2004, l'intensité de la formation a été réduite : on constate une baisse de près de la moitié du nombre d'heures de formation par rapport à l'année précédente, celles-ci passant de 6 766 à 3 369 heures. Cette année, les activités ont porté sur les applications informatiques (individus et entreprises), mais aussi sur l'IMT et le placement en ligne ainsi que sur certaines techniques d'intervention auprès des individus et des entreprises. Toutes les catégories de personnel et toutes les unités administratives ont été touchées par les activités de formation.

¹⁵ Au 31 mars 2004.

¹⁶ NTIC : nouvelles technologies de l'information et des communications

Tableau 3

Formation donnée en 2002-2003 et 2003-2004,
selon la catégorie de personnel (en heures)

Catégorie de personnel	2002-2003	%	2003-2004	%
Gestionnaire	134,5	2,0	100	3,0
Personnel professionnel	1 214,5	18,0	1 308	39,0
Personnel de soutien technique	4 789,5	71,0	1 628	48,3
Personnel de soutien administratif	624,0	9,0	319	9,5
Stagiaire	3,0	0,0	14	0,0
Total	6 765,5	100,0	3 369	100,0

Source : Système de suivi de la formation (DPPSA)

La réduction de l'effort de formation du personnel prend une dimension particulière lorsque examinée selon le nombre d'heures par participant sur le plan régional (**tableau 4**), qui est passé de 75,5 heures à 10,9 heures en 2003-2004. La direction régionale et les CLE Chicoutimi, Jonquière et Roberval enregistrent une augmentation du nombre d'heures par participant pendant que les CLE Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine et La Baie affichent une baisse.

Le nombre de participants a fondu de moitié, passant de 673 à 308. Plus des deux tiers de la formation s'adressent aux CLE de Saguenay et à la Direction régionale.

Tableau 4

Formation donnée au personnel selon l'unité administrative en
2002-2003 et 2003-2004 (en heures)

Unité administrative	Nombre de participants		Nombre d'heures totales		Nombre d'heures par participant		% 2003-2004
	2002-2003	2003-2004	2002-2003	2003-2004	2002-2003	2003-2004	
Direction régionale (DR-DPPSA-DORSO)	91	55	684,5	557	7,5	10,1	16,5
CLE Lac-Saint-Jean-Est	115	65	1 286,5	609	11,2	9,4	18,1
CLE Chicoutimi	141	58	1 256,5	770	8,9	13,3	22,8
CLE Jonquière	162	67	1 452,0	757	9,0	11,3	22,5
CLE Maria-Chapdelaine	61	23	761,5	212	12,5	9,2	6,3
CLE Roberval	60	18	658,0	252	11,0	14,0	7,5
CLE La Baie	43	22	666,5	213	15,5	9,7	6,3
Total	673	308	6 765,5	3 370	75,5	10,9	100,0

Source : Système de suivi de la formation (DPPSA)

3.3 Une organisation relativement en santé

Une analyse des demandes de congé de maladie au cours des quatre dernières années indique que le personnel arrive à maintenir un état de santé général relativement bon. Le **tableau 5** montre que le nombre moyen d'individus ayant déposé une demande ne dépasse jamais, à une exception près, le nombre total d'employés par unité. Ainsi, le ratio employés en congé/employés totaux est égal ou inférieur à 1. Ainsi, sur le plan régional, on observe une moyenne annuelle de 121 individus en congé de maladie au cours des quatre dernières années sur un total de 133. On peut penser que des formules comme l'aménagement du temps de travail (ARTT) contribuent à réduire le recours aux congés pour des raisons de maladie.

Tableau 5
Nombre d'individus distincts ayant déposé une demande de congé de maladie

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Total	Moyenne	Nbre ETC	ratio
CLE Lac-St-Jean	21	21	21	21	84	21	21	1
CLE Chicoutimi	31	31	31	29	122	30,5	27	1,1
CLE Jonquière	23	23	23	23	92	23	25	0,9
CLE Maria-Chapdelaine	8	7	7	7	29	7,25	10	0,7
CLE Roberval	7	7	9	8	31	7,75	10	0,7
CLE La Baie	8	7	4	6	25	6,25	9	0,7
Direction Régionale	26	24	23	26	99	24,75	31	0,8
TOTAL	124	120	118	120	482	120,5	133	0,9

Source : Système automatisé de la gestion des informations sur le personnel (SAGIP)

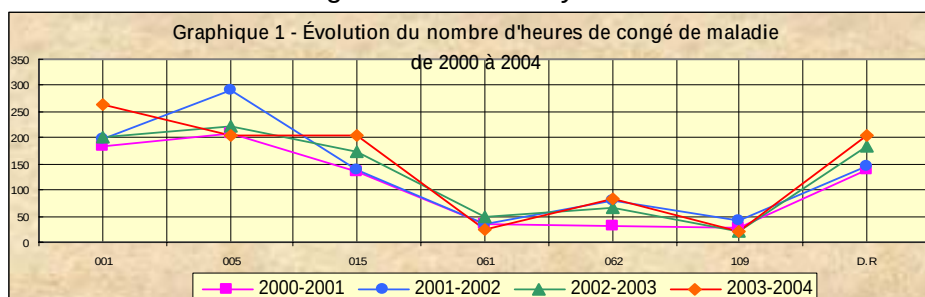
D'autre part, le nombre d'heures de congé de maladie (**tableau 6**) s'est accru au cours des quatre dernières années sur le plan régional. On note un léger fléchissement en 2002-2003, période qui a coïncidé avec l'arrivée de personnel occasionnel supplémentaire.

Tableau 6
Nombre total d'heures¹⁷ de congé maladie déclarées par unité administrative

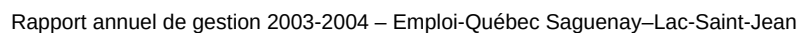
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Total	Moyenne
CLE Lac-Saint-Jean-Est	182	196	200	262	840	210
CLE Chicoutimi	208	290	223	203	924	231
CLE Jonquière	135	140	175	206	656	164
CLE Maria-Chapdelaine	35	33	50	23	141	35,25
CLE Roberval	31	79	65	83	258	64,5
CLE La Baie	26	41	22	20	109	27,25
Direction régionale	139	145	182	204	670	167,5
Total	756	924	917	1001	3598	899,5

Source : SAGIP

Le **graphique 1** illustre le fait que l'évolution de la moyenne d'heures de congés dus à la maladie ne suit pas une courbe ascendante d'une unité à l'autre, selon les années. Trois CLE ont connu des hausses en 2003-2004, de même que la Direction régionale, les autres unités affichant une baisse. D'une manière générale cette moyenne reste relativement stable.



¹⁷ Pour les fins de ce rapport nous avons convenu qu'une journée représentait sept heures de travail. Il faut noter cependant que cette méthode de calcul ne tient pas compte des formules d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) qui font qu'une journée peut être plus longue (huit heures) dans certains cas et être écourtée dans d'autres (six heures et demie).



3.4 Des ressources financières relativement stables

Les dépenses totales du Fonds de développement du marché du travail en 2003-2004 se sont élevées à 30 067 200 \$ au Saguenay–Lac-Saint-Jean, enregistrant une légère diminution par rapport à celles de l'an dernier qui étaient de 30 709 100 \$.

Au début de l'année 2003-2004, les reports (engagements reportés) s'élevaient à 10 185 800 \$, l'équivalent de 35,4 % du budget initial prévu. À la fin de l'année financière, les reports pour 2004-2005 s'élevaient à 9 864 100 \$ et représentaient 33 % du budget initial.

Le **tableau 7** fait état de la situation budgétaire pour l'ensemble de la région et pour chacun des CLE du réseau.

Tableau 7

Situation budgétaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean, par CLE, pour 2003-2004

Unité administrative	Budget final 2003-2004	Engagements	Déboursés	Reports 2004-2005	% des reports du budget initial
Services régionalisés	4 109 600 \$	3 994 600 \$	3 994 600 \$	1 517 300 \$	36,9 %
CLE Lac-Saint-Jean-Est	5 793 300 \$	6 091 200 \$	6 091 200 \$	2 036 900 \$	35,2 %
CLE Chicoutimi	6 235 200 \$	6 155 600 \$	6 155 600 \$	1 844 100 \$	29,6 %
CLE Jonquière	5 597 400 \$	5 592 600 \$	5 592 600 \$	1 351 800 \$	24,1 %
CLE Maria-Chapdelaine	2 983 300 \$	3 067 900 \$	3 067 900 \$	1 355 200 \$	45,4 %
CLE Roberval	3 128 800 \$	3 108 800 \$	3 108 800 \$	1 259 900 \$	40,3 %
CLE La Baie	2 038 100 \$	2 056 500 \$	2 056 500 \$	498 900 \$	24,5 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	29 885 700 \$	30 067 200 \$	30 067 200 \$	9 864 100 \$	33,0 %

Source : Suivi budgétaire Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

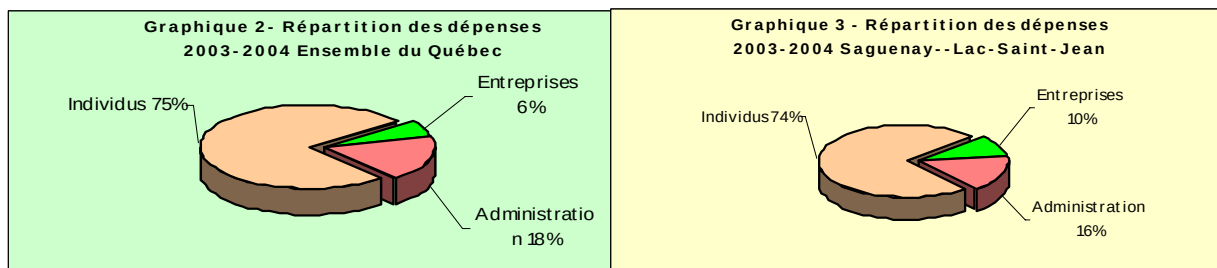
3.4.1 Un budget destiné principalement aux interventions individuelles

En 2003-2004, la part des dépenses annuelles destinées aux interventions individuelles au Saguenay–Lac-Saint-Jean, comme dans l'ensemble du Québec, accapare les trois quarts du budget. La mesure de formation de la main-d'œuvre représente à elle seule la moitié des dépenses, tandis que l'aide aux entreprises en région en occupe 10 %, alors qu'elle est de 6 % au Québec. Les dépenses d'administration¹⁸ liées aux mesures individuelles atteignent 16 %, contre 18 % au Québec. **(Voir graphiques 2 et 3).**

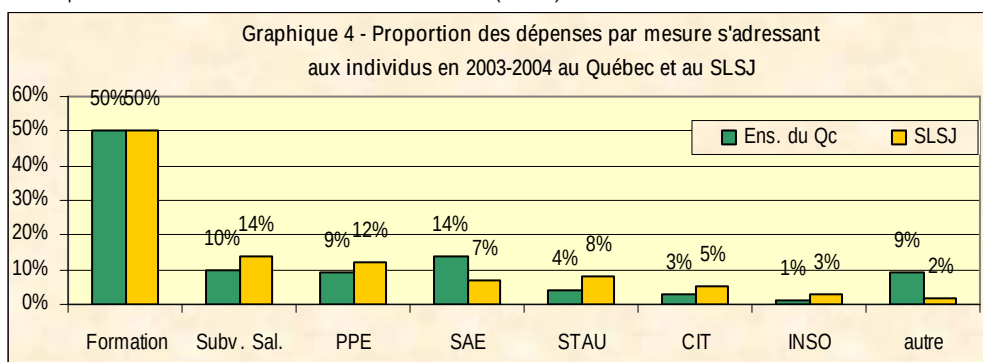
D'autre part, la proportion des dépenses affectées aux mesures individuelles au Saguenay–Lac-Saint-Jean est la même qu'au Québec (**au graphique 3**). La région se distingue de l'ensemble du Québec par une utilisation plus intensive des budgets pour les mesures *subventions salariales* (14 % contre 10 %), *préparation à l'emploi* (12 % contre 9 %), *soutien au travail autonome* (8% contre 4 %) et *insertion sociale* (3 % contre 1 %).

À l'inverse, la région affecte deux fois moins de budget aux *services d'aide à l'emploi* (7 %) par rapport au Québec, qui y consent 14 %. Il s'agit de services spécialisés offerts en grande partie par les ressources externes.

¹⁸ Les dépenses d'administration représentent la quote part des dépenses indirectes qui contribuent à la prestation de services aux individus comme le loyer, les services en provenance des unités centrales, une portion des salaires, etc. Une portion de ces dépenses est imputée à chaque région selon son poids relatif.



Sources : Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail (DPIMT) et FDMT



Sources : DPIMT et FDMT

Tableau 8
Dépenses liées aux individus, au Québec, selon la région en 2003-2004

Régions	Opération	Intervention	Total	Total pondéré ¹⁹
	Services directs et administration	Services externes et soutien du revenu		
Bas-Saint-Laurent	4 433 226	22 046 333	26 479 559	33 632 732
<i>Saguenay--Lac-Saint-Jean</i>	5 597 373	25 225 768	30 823 141	38 574 268
Capitale-Nationale	8 706 890	49 531 961	58 238 851	71 995 554
Mauricie	4 806 819	24 577 424	29 384 243	37 053 616
Estrie	4 458 506	20 095 948	24 554 454	31 006 480
Montréal (incluant Ville de Montréal)	30 648 193	154 926 328	185 574 521	229 108 886
Outaouais	4 780 502	21 669 329	26 449 832	33 318 765
Abitibi-Témiscamingue	3 204 424	14 101 575	17 305 998	22 482 374
Côte-Nord	2 945 522	8 708 385	11 653 908	15 512 866
Nord-du-Québec	579 770	1 973 575	2 553 345	3 534 103
Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	3 724 229	20 699 744	24 423 974	30 143 803
Chaudière-Appalaches	4 934 762	23 639 097	28 573 860	36 954 854
Laval	3 581 018	21 748 246	25 329 264	30 935 676
Lanaudière	5 245 559	28 354 234	33 599 794	42 452 937
Laurentides	6 523 958	30 195 642	36 719 600	46 216 701
Montréal	14 437 583	81 674 934	96 112 517	120 580 496
Centre-du-Québec	3 133 561	16 938 163	20 071 724	24 959 564
<i>Sous-total régions</i>	111 741 896	566 106 687	677 848 583	848 463 676
Unités centrales	12 530 019	-	12 530 019	
Budgets centraux	58 812 258	99 272 815	158 085 073	
<i>Sous-total central</i>	71 342 277	99 272 815	170 615 093	-
Ensemble du Québec	183 084 173	665 379 502	848 463 676	848 463 676

Source : DPIMT

¹⁹ Le total pondéré est obtenu par l'ajout du résultat de la répartition des dépenses centrales au prorata de la part des dépenses régionales totales, dépenses qui s'ajoutent aux ressources consenties pour obtenir les résultats.

3.4.2 Le coût moyen par participant

Des travaux sont en cours pour préciser le contenu des deux indicateurs *coût annuel moyen par participant* et *coût annuel moyen par personne en emploi* – utilisés depuis 2000-2001 dans le processus de reddition de comptes – de manière à y inclure la durée des interventions qui est un facteur déterminant des coûts. De plus, l'implantation récente du système MSE sur les services aux entreprises devrait permettre le développement d'indicateurs d'efficience pour ce type de clientèle. Pour 2003-2004, c'est la notion de *coût moyen* qui sert encore de mesure d'efficience, c'est-à-dire de performance des interventions d'Emploi-Québec auprès des individus. Ce type de clientèle accapare, en région comme au Québec, les trois quarts des engagements financiers.

En 2003-2004, malgré une diminution respective des dépenses au Saguenay–Lac-Saint-Jean et au Québec de 1,3 % et de 1 %, le nombre de participants actifs enregistre des bonds respectifs de 24 % et 23 % (**tableau 9**). Dans la région, la hausse de 2 807 participants s'explique en grande partie par l'ajout, à partir de cette année, des *évaluations d'employabilité avec plan d'intervention* dans le décompte des participants. Ce gonflement des résultats se répercute évidemment sur le *coût moyen* qui accuse une chute de 20 % dans la région et de 19 % au Québec.

Tableau 9
Évolution du coût moyen par participant actif en 2003-2004

Période	Dépenses		Participants actifs		Coût moyen (\$)	
	Ensemble du Québec	SLSJ	Ensemble du Québec	SLSJ	Ensemble du Québec	SLSJ
(1) 2001-2002	894 863 177 \$	40 195 069 \$	299 031	11 976	2 993	3 356
(2) 2002-2003	854 628 372 \$	39 069 257 \$	273 677	11 756	3 123	3 323
(3) 2003-2004	848 463 676 \$	38 574 268 \$	335 732	14 563	2 527	2 649
Variation (2) (3)	(6 164 304 \$)	(494 989 \$)	62 055	2 807	(596)	(674)
%	-1%	- 1,3 %	23 %	24 %	- 19 %	- 20 %

Source : DPIMT

3.4.3 Le coût moyen par personne en emploi

Associée à une diminution du budget de dépenses, la baisse respective au Saguenay–Lac-Saint-Jean et au Québec de la proportion des *personnes en emploi* de 5,7 % et 2 % entraîne une augmentation du *coût moyen par personne en emploi* (**tableau 10**) de 4,7 % et 1,3 %. L'écart de 3,4 points avec le Québec peut trouver une explication dans les caractéristiques du marché du travail régional dont le *taux de chômage ajusté* est de 10 points plus élevé que dans l'ensemble du Québec à 19,1 contre 9,1 (**voir tableau 11**). L'ajout au décompte des résultats des participants ayant bénéficié d'une entrevue d'employabilité avec plan d'intervention ne modifie pas les résultats d'emploi parce que les participants concernés étaient déjà pris en compte dans les retours en emploi en 2002-2003.

Tableau 10
Évolution du coût moyen par personne en emploi en 2003-2004

Période	Dépenses (\$)		Personnes en emploi		Coût moyen (\$)	
	Ensemble du Québec	SLSJ	Ensemble du Québec	SLSJ	Ens. du Québec	SLSJ
(1) 2001-2002	894 863 177 \$	40 195 069 \$	136 994	5 859	6 532 \$	6 860 \$
(2) 2002-2003	854 628 372 \$	39 069 257 \$	135 325	5 797	6 315 \$	6 740 \$
(3) 2003-2004	848 463 676 \$	38 574 268 \$	132 706	5 468	6 394 \$	7 055 \$
Variation (2) (3)	(40 234 805 \$)	(494 989 \$)	(2 619)	(329)	79 \$	315 \$
%	-1%	- 1,3 %	- 2 %	- 5,7 %	1,3 %	4,7 %

Source : DPIMT

La variation à la hausse est légère, les coûts moyens par personne en emploi se maintiennent depuis trois ans.

Tableau 11
Coût annuel moyen et taux de chômage ajusté, selon la région, en 2003-2004

Régions	Coût annuel moyen		Taux de chômage ajusté (taux d'activité égal à celui du Québec)
	Participants Actifs (\$)	Personnes en emploi (\$)	
Bas-Saint-Laurent	3 042	6 927	16,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 649	7 055	19,1
Capitale-Nationale	2 549	6 109	6,5
Mauricie	2 519	5 973	15,0
Estrie	2 213	4 569	5,7
Montréal (incluant Ville de Montréal)	2 307	7 280	11,7
Ontario	2 276	6 782	7,5
Abitibi-Témiscamingue	2 868	7 595	13,9
Côte-Nord	2 226	5 863	25,5
Nord-du-Québec	3 614	8 791	15,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 147	9 030	30,7
Chaudière-Appalaches	2 561	6 164	3,6
Laval	2 446	6 805	5,8
Lanaudière	2 422	5 882	7,8
Laurentides	2 424	5 035	6,2
Montréal	2 641	6 378	4,6
Centre-du-Québec	2 268	4 137	9,2
Ensemble du Québec	2 527	6 394	9,1*
* moyenne québécoise pour 2003-2004			

Source : DPIMT

3.4.5 La prudence est de mise dans l'interprétation

La prudence est de mise dans l'interprétation des chiffres des deux tableaux précédents. Ces coûts moyens sont produits à titre indicatif seulement. Ils visent à rendre compte de l'efficacité d'Emploi-Québec par voie de comparaison, mais en aucun cas ces données ne sont utilisées pour établir des cibles de résultats à être incluses dans les plans d'action d'Emploi-Québec.

3.4.6 Une intégration réussie malgré un taux de chômage élevé

Malgré une conjoncture moins favorable que dans l'ensemble du Québec, le Saguenay–Lac-Saint-Jean a quand même réussi à réduire ses coûts annuels moyens et à maintenir les coûts par personne en emploi dans des proportions relativement stables. Avec un troisième rang²⁰ québécois pour le taux de chômage ajusté au taux d'activité, la région se classe au treizième rang sur seize en 2003-2004 pour les coûts annuels moyens des participants actifs et des personnes en emploi. Elle est suivie par le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Nord-du-Québec.

²⁰ Le premier rang est le plus élevé.

4. Bilan des résultats 2003-2004

Les résultats régionaux relatifs aux indicateurs (**tableau 12**) pour lesquels une cible a été déterminée sont généralement satisfaisants. Les objectifs de treize des cibles ont été atteints et les résultats de cinq des sept autres indicateurs affichent un taux d'atteinte de la cible plus élevé que dans l'ensemble du Québec. Les difficultés régionales se situent davantage dans les services aux entreprises. Les résultats détaillés apparaissent en annexe.

Tableau 12

Résultats d'Emploi-Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean 2003-2004

Indicateurs	Résultats	Taux d'atteinte	Cibles
• Nombre de nouveaux participants	11 299	101,8	11 026
• Nombre de nouveaux participants à l'assurance-emploi	6 218	103,4	6 015
• Nombre de nouveaux participants à l'assistance-emploi	4 521	89,5	5 054
• Nombre de nouveaux participants de moins de 30 ans	4 123	133,5	3 760
• Nombre de nouveaux participants responsables de famille monoparentale	1 235	85,4	1 446
• Proportion des participants répondant aux critères de repérage des personnes à risque de chômage prolongé	77,3	Écart 2,3	75 %
• Proportion des participants répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	87,9	Écart 12,9	75 %
• Nombre de nouvelles ententes de qualification	210	118,0	178
• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	1 605	102,9	1 560
• Nombre de vacances signalées au placement en ligne	6 509	70,0	9 304
• Nombre d'entreprises nouvellement aidées	171	97,2	176
• Nombre de personnes en emploi après une intervention	5 468	102,4	5 341
• Nombre de participants à l'assurance-emploi en emploi	2 228	84,0	2 651
• Nombre de participants à l'assistance-emploi en emploi	1 777	104,5	1 701
• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention	45,4	Écart 3,2	42,2
• Taux d'emploi des moins de 30 ans	46,2	Écart 1,4	44,8
• Taux d'emploi des responsables de famille monoparentale	46,3	Écart 8,9	37,4
• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle ou technique	78,4		<i>Nil</i>
• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une formation AUTRE que professionnelle ou technique	63,1		<i>Nil</i>
• Taux d'emploi des participants de l'assistance-emploi	38,5	Écart 10,1	28,4
• Prestations non versées à l'assistance-emploi (K \$)	5 133	81,5	6 300
• Prestations non versées à l'assistance-emploi (K \$)	5 534	81,4	6 800
• SOMME des prestations non versées à l'assistance-emploi et à l'assurance-emploi (K \$)	10 667	81,4	13 100

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

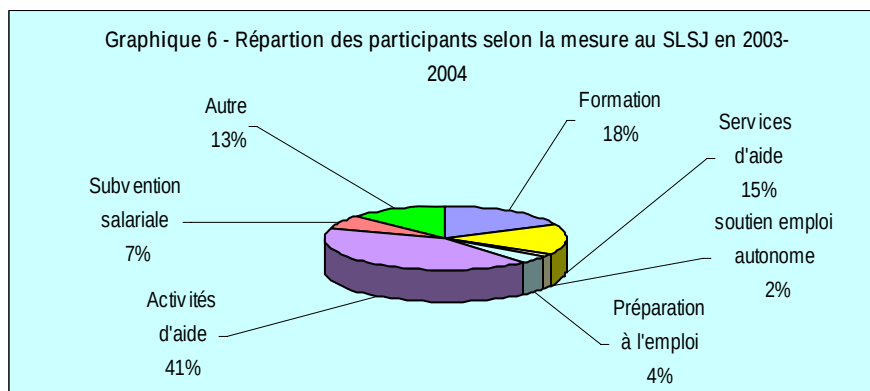
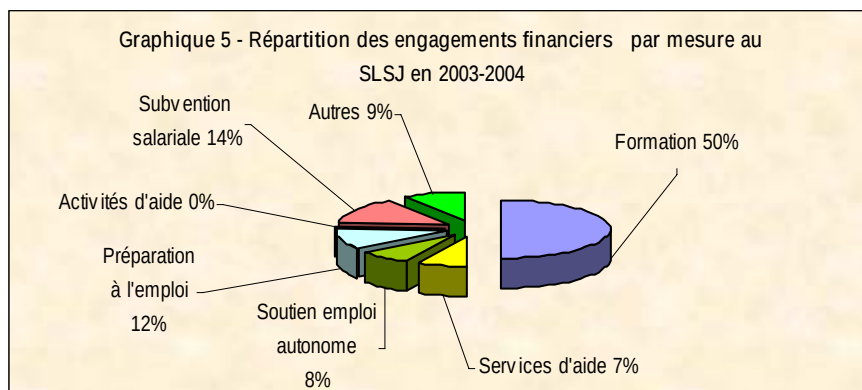
4.1 Les résultats en regard des orientations régionales

L'angle privilégié pour mesurer l'ensemble des interventions régionales en matière de développement de l'emploi est celui qui consiste à partir des orientations adoptées par le Conseil régional de la main-d'œuvre du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Ces orientations sont issues d'une problématique caractérisée par une croissance de l'emploi plus faible que dans l'ensemble du Québec et par la nécessité d'aider les personnes qui courent un risque de chômage plus élevé.

Les **graphiques 5** et **6** illustrent respectivement la répartition des engagements financiers par mesure et la répartition des participants par mesure.

La moitié des engagements du Fonds de développement du marché du travail est consacrée au financement des activités de formation qui accaparent 18 % des participants aux mesures. Pendant que les services d'aide à l'emploi drainent 7 % des engagements financiers, 15 % des participants y sont dirigés.

Les subventions salariales occupent 14 % des engagements financiers pour 7 % des participants, tandis que les projets de préparation à l'emploi génèrent 12 % des engagements contre 4 % de participants. La mesure de soutien à l'emploi autonome occupe une part de 8 % des engagements pour 2 % des participants aux mesures. Enfin, à coûts presque nuls, les activités d'aide à l'emploi accaparent 41 % des participants aux mesures.



4.1.1 Assurer un recours maximal aux services de placement et d'IMT

La région et la plupart des CLE éprouvent des difficultés avec l'indicateur de *vacances signalées*. La performance des CLE varie de 52 % à 94 % quant au niveau d'atteinte de la cible. Globalement, la région enregistre une diminution de 2 795 *vacances signalées* par rapport à l'an passé et le niveau d'atteinte de la cible régionale a fondu de 24 points, passant de 94 % en mars 2003 à 70 % en mars 2004.

Le **tableau 13** présente l'évolution des moyennes mensuelles de *vacances signalées* au cours des deux dernières années. On constate une diminution de 14 % sur le plan régional comparativement à l'ensemble du Québec, dont les moyennes mensuelles ont progressé de 4 %.

Tableau 13
Moyennes mensuelles des vacances signalées
au service de placement en ligne pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean
entre 2002-2003 et 2003-2004

	2003-2004	2002-2003	Écart (diminution)
Lac-Saint-Jean-Est	90	108	(17 %)
Chicoutimi	217	256	(15 %)
Jonquière	104	117	(11 %)
Maria-Chapdelaine	35	43	(19 %)
Roberval	59	69	(14 %)
La Baie	38	41	(7%)
Saguenay-Lac-St-Jean	543	634	(14 %)
Ensemble du Québec	27 296	26 199	4 %

Source : Info de gestion Placement en ligne

Il semble que les moyens locaux mis de l'avant pour faire la promotion du placement en ligne auprès des employeurs ne réussissent pas à augmenter le volume d'utilisation. Les employeurs régionaux préfèrent, semble-t-il, utiliser d'autres moyens que les services en ligne pour faire connaître les postes vacants disponibles.

Les efforts de promotion des services de placement en ligne semblent réussir davantage auprès des individus. En effet, les moyennes mensuelles de candidatures inscrites au service de placement en ligne sont restées stables depuis deux ans sur le plan régional et ont augmenté dans quatre CLE sur six. L'ensemble du Québec, pour sa part, enregistre une augmentation de 14 % par rapport à l'an passé pour les moyennes mensuelles de candidatures inscrites. Le **tableau 14** présente ces résultats.

Tableau 14

Moyennes mensuelles des candidatures inscrites au placement en ligne pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean entre 2002-2003 et 2003-2004

	2003-2004	2002-2003	Écart (diminution)
Lac-Saint-Jean-Est	82	92	(11 %)
Chicoutimi	199	226	(12 %)
Jonquière	163	161	1 %
Maria-Chapdelaine	37	32	16 %
Roberval	75	57	32 %
La Baie	52	41	27 %
Saguenay-Lac-St-Jean	609	609	0 %
Ensemble du Québec	14 718	12 949	14 %

Source : Info de gestion Placement en ligne

En réponse à la problématique régionale de l'emploi, le PAR 2003-2004 avance l'orientation suivante : «Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean visera à assurer un meilleur appariement entre les chercheurs d'emploi et les employeurs par une maximisation de ses services de placement et d'information sur le marché du travail ».

Il semble que cet appariement rencontre des difficultés notamment en regard des postes vacants exigeant peu de scolarité et pour lesquels l'offre de candidatures est nettement trop faible.

On constate au **tableau 15** que pour 43 % des postes vacants exigeant un *secondaire non terminé* seulement 13 % des candidatures inscrites correspondent à cette exigence. D'autre part, 46 % des candidatures inscrites offrent des compétences de niveaux collégial et universitaire quand seulement 11 % des postes vacants signalés au service de placement en ligne demandent une telle scolarité.

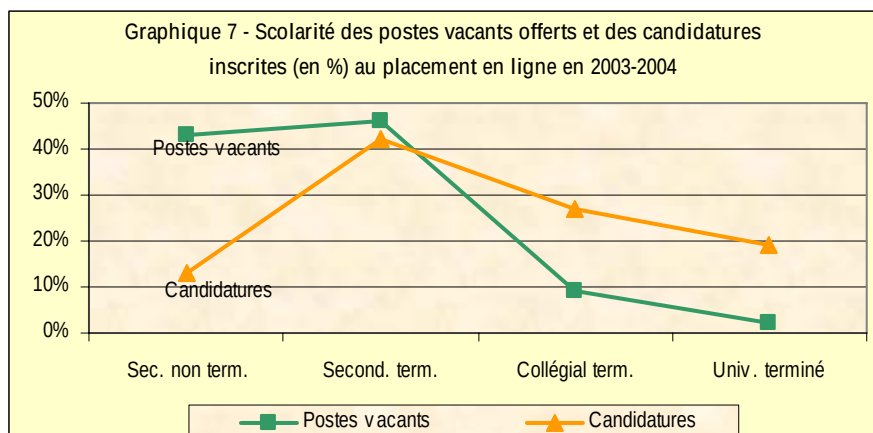
Le défi de l'appariement comporte deux volets. Le premier consiste à trouver une main-d'œuvre peu spécialisée prête à occuper quatre postes vacants sur dix qui demandent ce type de formation. L'autre défi réside dans la nécessité de convaincre les entreprises demandant des compétences plus spécifiques, à plus hautes exigences de savoir, d'afficher les postes vacants de manière à permettre aux candidats disponibles de se faire valoir sur le marché régional de l'emploi.

Tableau 15 - Scolarité exigée pour les postes vacants et scolarité détenue par les candidats inscrits au placement en ligne en 2003-2004

	Postes vacants signalés		Candidatures inscrites	
	N	%	N	%
Secondaire non terminé	2 801	43,0	943	12,9
Secondaire terminé	2 978	45,8	3 035	41,6
Collégial terminé	586	9,0	1 957	26,8
Universitaire terminé	144	2,2	1 368	18,7
Secondaire non terminé	2 801	43,0	943	12,9

Source : Info de gestion Placement en ligne

Le **graphique 7**, qui suit, présente les mêmes données de manière plus visuelle.



Le **tableau 16** complète l'information sur l'utilisation du service de placement en ligne au cours des deux dernières années, qui sont, incidemment, les deux années complètes de sa courte existence. On y constate principalement que la progression régionale du libre service par les employeurs est plus lente que dans l'ensemble du Québec. Dans les deux cas, on enregistre une diminution du nombre de postes vacants signalés en 2003-2004 par rapport à l'année précédente.

Tableau 16

Évolution des postes vacants signalés au placement en ligne selon le type de service (libre ou assisté)
de 2001 à 2004 au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans l'ensemble du Québec

	Saguenay-Lac-Saint-Jean						Ensemble du Québec					
	2003-2004		2002-2003		2001-2002		2003-2004		2002-2003		2001-2002	
Libre service	4 328	66,0	3 774	50,0	553	35,0	123 121	74,0	220 693	70,0	52 381	71,0
Service assisté	2 181	34,0	3 836	50,0	1 048	65,0	42 570	26,0	92 740	30,0	21 712	29,0
Total	6 509	100,0	7 610	100,0	1 601	100,0	165 691	100,0	313 433	100,0	74 093	100,0

Source : Info de gestion Placement en ligne

Sur le plan de l'information sur le marché du travail (IMT), l'année 2003-2004 a donné lieu à un effort de structuration sur le plan local et à une rationalisation des produits à rendre accessibles à la clientèle. Sur le plan national, l'IMT en ligne a connu un succès certain. Après des usagers d'abord, qui étaient 100 000 en moyenne à visiter le site au cours des trois derniers mois, et auprès des agents et du personnel d'Emploi-Québec dont le nombre moyen de visites était de 6 000 pour la même période. Il n'existe pas de statistiques régionales sur l'achalandage d'IMT en ligne.

4.1.2 Aider les personnes à risque de chômage de longue durée

Deux indicateurs relatifs au dispositif de repérage permettent de poser un regard sur les caractéristiques des personnes qui participent aux interventions d'Emploi-Québec. Les **tableaux 17** et **18** reflètent le fait que, d'une manière générale, le bon service est donné à la bonne personne étant donné que le repérage permet de déterminer les personnes dont le risque de chômage est le plus élevé.

TABLEAU 17
Proportion des participants à risque de chômage prolongé entre 2001-2002 et 2003-2004 (cible : 75 %)

	Ensemble du Québec	Saguenay- Lac-Saint- Jean	Lac-St- Jean-Est	Chicoutimi	Jonquière	Maria- Chapdelaine	Roberval	La Baie
	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint
2001-2002	75 %	83 %	87 %	77 %	94 %	76 %	80 %	78 %
2002-2003	74 %	81 %	82 %	79 %	88 %	62 %	83 %	85 %
2003-2004	69 %	77 %	82 %	72 %	80 %	74 %	78 %	77 %

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Depuis trois ans, la cible régionale concernant le *chômage prolongé* est atteinte. Au cours de la dernière année cependant, deux CLE sont en déficit de quelques points.

Quant au repérage qui mène aux mesures de longue durée (**tableau 18**), la cible de 75 % est atteinte partout en région et dans les CLE. Dans l'ensemble du Québec, les résultats affichent un déficit de trois points par rapport à la cible.

TABLEAU 18
Proportion des participants à risque élevé de chômage de longue durée de 2001 à 2004 (cible : 75 %)

	Ensemble du Québec	Saguenay- Lac-Saint- Jean	Lac-St- Jean-Est	Chicoutimi	Jonquière	Maria- Chapdelaine	Roberval	La Baie
	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint	% atteint
2001-2002	61 %	81 %	81 %	83 %	82 %	85 %	94 %	75 %
2002-2003	65 %	83 %	79 %	79 %	85 %	81 %	95 %	85 %
2003-2004	72 %	88 %	84 %	91 %	86 %	86 %	99 %	83 %

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Le statut des personnes qui participent aux interventions d'Emploi-Québec permet de vérifier si les services d'emploi ont été offerts aux personnes qui en avaient le plus besoin. Les orientations régionales pointent clairement les personnes éprouvant des difficultés. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce qu'une majorité de participants visés par les interventions d'Emploi-Québec possèdent le statut de prestataires de l'assistance-emploi.

Mais le statut des participants a aussi une influence directe sur la source de financement des mesures. C'est ainsi que les statuts de *actif à l'assurance-emploi*, *admissible à l'assurance-emploi* et *admissible à l'assistance* permettent de recourir aux fonds fédéraux disponibles. Dans les situations de resserrement budgétaire, il est indiqué d'ouvrir davantage l'accès aux mesures et aux personnes qui possèdent ces statuts.

Le **tableau 19** présente donc la répartition des participants selon les divers statuts des individus qui font appel aux services publics d'emploi.

La comparaison des deux dernières années permet de constater une augmentation de deux points de pourcentage des *prestataires actifs de l'assurance-emploi*, leur part régionale passant de 42 % en 2002-2003 à 44 % en 2003-2004. Sur le plan local, au CLE de Chicoutimi, la part des participants possédant ce statut a grimpé de 10 points passant de 31 % à 41 % tandis qu'au le CLE de La Baie cette part passait de 39 % à 44 %.

La part des clientèles *admissibles* soit à l'assurance soit à l'assistance a augmenté de quelques points sur le plan régional et dans la plupart des CLE. Avec la hausse des *prestataires actifs* à l'assurance, ceci explique la baisse généralisée de la part des *prestataires de l'assistance* imposée par un contexte de restrictions en ce qui regarde les fonds du Québec.

Tableau 19

Répartition des participants selon six types de statut

au Saguenay–Lac-Saint-Jean et au Québec en 2003-2004 et 2002-2003 (en %)

	Lac-Saint-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie		SLSJ	
2003-2004														
Actif assurance-emploi	896	43%	1 119	41%	1 052	39%	737	56%	682	53%	474	44%	4 960	44%
Assistance-emploi seulement	527	25%	848	31%	831	30%	219	17%	255	20%	222	20%	2 902	26%
Admissible assistance	251	12%	354	13%	343	13%	146	11%	126	10%	137	13%	1 357	12%
Admissible assurance	169	8%	175	6%	203	7%	115	9%	108	8%	165	15%	935	8%
Sans soutien public	172	8%	174	6%	235	9%	72	5%	93	7%	67	6%	813	7%
Actif tous	59	3%	54	2%	67	2%	28	2%	32	2%	22	2%	262	2%
TOTAL	2 074		2 724		2 731		1 317		1 296		1 087		11 229	
2002-2003														
Actif assurance-emploi	885	47%	789	31%	833	36%	781	58%	569	53%	315	39%	4 172	42%
Assistance-emploi seulement	502	27%	985	39%	771	33%	221	16%	218	20%	268	33%	2 965	30%
Admissible assistance	189	10%	343	14%	267	11%	101	8%	104	10%	76	9%	1 080	11%
Admissible assurance	100	5%	120	5%	139	6%	137	10%	58	5%	64	8%	618	6%
Sans soutien public	92	5%	146	6%	195	8%	36	3%	62	6%	39	5%	570	6%
Actif tous	114	6%	127	5%	122	5%	69	5%	60	6%	45	6%	537	5%
TOTAL	1 882		2 510		2 327		1 345		1 071		807		9 942	

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Cette situation semble contradictoire avec les résultats précédents sur le repérage. Normalement, l'application des critères de repérage additionnée aux paramètres d'admission du programme Place à l'emploi aurait dû favoriser l'entrée des prestataires de l'assistance-emploi comme participants.

Même si la proportion des *prestataires de l'assistance* a chuté, le nombre de ceux qui ont reçu des services est demeuré relativement semblable : 2 902 cette année comparativement à 2 965 l'an passé.

L'orientation opérationnelle de privilégier les clientèles dites *admissibles* ne signifie pas que les personnes aidées n'avaient pas un risque de chômage prolongé. Le **tableau 20** permet de constater une augmentation importante des *prestataires de l'assurance-emploi* en faisant l'objet d'une référence à des fins d'amélioration de l'employabilité. Sur le plan régional, cette proportion est passée de 18 % à 28 %. Dans les CRHC de Chicoutimi-La Baie et de Jonquière, on enregistre une hausse respective de 24 et 30 points de références concernant l'amélioration de l'employabilité.

TABEAU 20
Évolution du nombre de prestataires en provenance des Centres de ressources humaines Canada (CRHC)
selon le type (RR ou AE), entre 2002-2003 et 2003-2004²¹

	SLSJ		LAC-SAINT-JEAN-EST		CHICOUTIMI-LA BAIE		JONQUIÈRE		DOLBEAU		ROBERVAL	
	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.	Ré-emploi rapide	Amélior. employ.
2002-2003	4 955	1 067	875	169	1 755	125	1 122	72	720	455	483	246
	82 %	18 %	78 %	22 %	93 %	7 %	94 %	6 %	61 %	39 %	66 %	34 %
2003-2004	4 887	1 881	550	198	1394	639	778	447	331	323	686	264
	72 %	28 %	74 %	26 %	69 %	31 %	64 %	36 %	51 %	49 %	72 %	28 %

Source : DORSO Emploi-Québec Saguenay-Lac-Saint-Jean

4.1.3 Aider les personnes défavorisées sur le plan de l'emploi

Deux indicateurs déterminent de manière spécifique des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi : les jeunes et les responsables de familles monoparentales, composés majoritairement de femmes. Les **tableaux 21, 22, 23 et 24** qui suivent indiquent globalement que le niveau d'atteinte de la cible de ces deux indicateurs s'est amélioré depuis trois ans et que le nombre de participants possédant ces caractéristiques a augmenté. On constate aussi que les taux d'emploi régionaux pour ces deux groupes dépassent la cible fixée. Sur le plan local, les cibles de taux d'emploi sont atteintes dans quatre CLE sur six.

TABEAU 21
Nouveaux participants de moins de 30 ans et niveau d'atteinte des cibles entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-St-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint
2001-2002	3 441	95 %	694	97 %	899	93 %	714	76 %	430	134 %	407	112 %	294	94 %
2002-2003	3 344	89 %	669	95 %	838	86 %	765	82 %	432	110 %	361	83 %	279	86 %
2003-2004	4 123	134 %	793	104 %	982	98 %	1 050	107 %	486	122 %	470	109 %	342	107 %

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

TABEAU 22
Nouveaux participants responsables de famille monoparentale et niveau d'atteinte des cibles entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-St-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint	N	% atteint
2001-2002	1 089	83 %	202	88 %	300	80 %	260	68 %	125	120 %	124	102 %	78	78 %
2002-2003	1 007	74 %	159	69 %	267	68 %	259	65 %	128	110 %	106	84 %	88	100 %
2003-2004	1 235	85 %	216	89 %	308	77 %	339	81 %	136	102 %	134	95 %	102	92 %

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

²¹ Les données sur les références incluent celles inscrites par Internet et qui se chiffrent à 1 148 en réemploi rapide et à 10 en amélioration de l'employabilité, ce qui représente 17 % du total régional.

TABLEAU 23
Évolution des taux d'emploi des participants de moins de 30 ans entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-St-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible
2001-2002	55,0	42,4	53,0	42,6	46,0	45,1	51,0	40,1	68,0	38,2	69,0	43,4	60,0	41,5
2002-2003	53,0	44,4	53,0	44,6	51,0	47,2	54,0	42,0	41,0	40,0	57,0	45,5	65,0	43,4
2003-2004	46,2	44,8	32,6	45,0	53,6	47,6	54,0	42,4	38,7	40,3	48,5	45,9	48,7	43,8

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

TABLEAU 24
Évolution des taux d'emploi des participants responsables de famille monoparentale entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-St-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible	% atteint	Cible
2001-2002	42,0	34,4	49,0	33,8	37,0	36,3	44,0	33,8	45,0	26,0	42,0	32,3	49,0	33,4
2002-2003	46,0	36,9	42,0	36,3	47,0	36,9	47,0	36,2	38,0	33,5	49,0	38,1	53,0	35,8
2003-2004	46,3	37,4	36,4	36,8	51,8	39,5	50,6	36,7	43,5	33,9	41,5	38,6	45,8	36,3

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Certains groupes défavorisés sur le plan de l'emploi font l'objet de stratégies particulières et, dans plusieurs cas, les interventions auprès des personnes dont le risque de chômage de longue durée est élevé sont confiées à des ressources externes.

Le **tableau 25** illustre l'évolution des participants appartenant à certains groupes défavorisés. À part les personnes *judiciarisées* – pour lesquelles les données ne sont plus disponibles – toutes les clientèles ont subi une augmentation du nombre de participants sur le plan régional et dans la plupart des CLE.

TABEAU 25
Évolution de la participation de quelques clientèles aux interventions d'Emploi-Québec au SLSJ entre 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-Saint-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
Groupe	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004
Autochtones	194	206	9	12	34	42	39	31	29	31	77	85	6	5
%	2,0	1,8	0,5	0,6	1,3	1,5	1,7	1,1	2,2	2,4	7,2	6,6	0,7	0,5
Femmes	4 069	4 769	788	908	1 020	1 134	963	1 219	539	522	434	552	325	434
%	41,0	42,5	42,0	43,8	41,0	41,6	41,0	44,6	40,0	39,6	41,0	41,0	40,0	39,9
Handicapés	235	425	46	71	58	116	36	79	39	64	32	62	24	33
%	2,0	3,8	2,4	3,4	2,3	4,3	1,5	2,9	2,9	4,9	3,0	4,8	3,0	3,0
Immigrants	111	175	6	7	19	30	78	130	4	2	2	3	2	3
%	1,0	1,6	0,3	0,3	0,8	1,1	3,4	4,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Judiciarisés	303	n.d.	59	n.d.	114	n.d.	43	n.d.	28	n.d.	21	n.d.	38	n.d.
%	3,0		3,0		4,5		1,8		2,2		2,0		5,0	
Total	9 942	11 229	1 882	2 074	2 510	2 724	2 327	2 731	1 345	1 317	1 071	1 296	807	1 087
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Le nombre de *personnes handicapées* a presque doublé, de 235 à 425, et une part qui a monté de 2 % à 3,8 %. Le nombre de *personnes immigrantes* a augmenté de 64, une augmentation absorbée majoritairement par le CLE de Jonquière où œuvre un SEMO destiné aux personnes immigrantes.

La participation des *femmes* a subi une légère augmentation sur le plan régional, la part de cette clientèle passant de 41 % l'an passé à 42,5 % en 2003-2004, tel que l'indique le **tableau 26**. Outre une progression de 1,5 point au CLE de Roberval, la part des femmes est restée relativement stable sur le plan local.

TABEAU 26
Participants, selon le sexe, entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-Saint-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
2001-2002														
Femmes	4 231	42 %	827	42 %	1 090	42 %	984	45 %	501	42 %	485	42 %	339	39 %
Hommes	5 735	58 %	1 133	58 %	1 505	58 %	1 180	55 %	690	58 %	683	58 %	531	61 %
2002-2003														
Femmes	4 069	41 %	788	44 %	1 020	41 %	963	41 %	539	40 %	434	41 %	325	40 %
Hommes	5 873	59 %	1 055	56 %	1 490	59 %	1 364	59 %	806	60 %	637	59 %	482	60 %
2003-2004														
Femmes	4 769	42,5	908	43,8	1 134	41,6	1 219	44,6	522	40,3	552	42,5	434	39,9
Hommes	6 460	57,5	1 166	56,2	1 590	58,4	1 512	39,6	795	59,7	744	57,5	653	61,1

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

La proportion de femmes qui ont effectué des retours en emploi, au **tableau 27**, après une participation aux mesures d'Emploi-Québec s'est accrue dans tous les CLE, la plus forte poussée étant enregistrée au CLE Maria-Chapdelaine avec un bond de dix points, passant de 31 % à 41 %. Pendant ce temps, la proportion des hommes en emploi après une intervention accuse une baisse généralisée. Dans la région, elle a fondu de trois points par rapport à 2002-2003.

TABLEAU 27
Répartition des retours en emploi, selon le sexe, entre 2001-2002 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-Saint-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
2001-2002														
Femmes	2 307	39 %	434	39 %	581	44 %	518	40 %	280	35 %	265	36 %	228	39 %
Hommes	3 552	61 %	678	61 %	748	56 %	769	60 %	530	65 %	471	64 %	356	61 %
2002-2003														
Femmes	2 238	39 %	406	38 %	574	39 %	585	40 %	212	31 %	239	37 %	222	39 %
Hommes	3 559	61 %	658	62 %	894	61 %	871	60 %	331	61 %	399	63 %	406	65 %
2003-2004														
Femmes	2 238	40,9	368	40,7	583	40,1	633	42,6	213	40,6	231	40,0	210	40,3
Hommes	3 230	57,5	537	59,3	870	59,9	853	57,4	312	59,4	347	60,0	311	59,7

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

4.2 Rehausser les compétences des chercheurs d'emploi

La scolarité représente une donnée fondamentale pour évaluer le niveau de risque de chômage chez les individus. Pas étonnant, dans cette optique, que l'utilisation de la mesure de formation pour favoriser l'insertion en emploi soit toujours aussi importante.

Le **tableau 28** reflète l'utilisation de la mesure de formation selon les niveaux et selon les CLE. La formation de base occupe encore la place la plus importante avec 79 % de participants, un bond de six points par rapport à l'an passé et une augmentation de 206 personnes. Les CLE de Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine et Roberval enregistrent des hausses importantes et chez eux la part de la formation de base dépasse les 80 %. On peut penser que la Politique d'éducation des adultes et de formation continue n'est pas étrangère à une telle poussée.

La part de la formation collégiale a diminué de 3,5 points sur la plan régional et le nombre de participants a subi une chute de 70 personnes.

TABEAU 28
Évolution des participants à la mesure de formation en 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Lac-Saint-Jean-Est		Chicoutimi		Jonquière		Maria-Chapdelaine		Roberval		La Baie	
Groupe	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004
Formation de base ²²	1 447	1 653	334	417	275	306	344	255	172	362	196	219	128	96
%	73,0	78,6	81,0	85,5	66,0	67,7	66,0	68,4	86,0	91,4	69,0	84,2	78,0	70,6
Formation technique collégiale	248	178	46	29	53	55	81	44	19	10	42	25	7	15
%	12,0	8,5	11,0	5,9	13,0	12,2	16,0	11,8	9,0	2,5	15,0	9,6	4,0	11,0
Autres formations	299	272	33	42	88	91	93	74	10	24	47	16	30	25
%	15,0	12,9	8,0	8,6	21,0	20,1	18,0	19,8	5,0	6,1	16,0	6,2	18,0	18,4
Total	1 994	2 103	413	488	416	452	518	373	201	396	285	260	165	136
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique (DRES)

4.3 Les taux d'emploi se maintiennent relativement hauts

Le **tableau 29** porte sur les taux d'emploi des participants à la formation. Ces taux reflètent aussi le fait que l'activité économique régionale était relativement favorable à l'emploi. Le taux d'emploi des participants à la formation professionnelle et technique a gagné 22 points par rapport à l'an passé, passant de 56 % à 78 %. Cette progression s'est fait sentir dans tous les CLE.

On observe la même tendance à la hausse pour le taux d'emploi des participants aux autres types de formation. Les écarts sont parfois spectaculaires, comme au CLE Maria-Chapdelaine où ce taux est passé de 27 % à 62 %, un bond en avant de 35 points.

L'ensemble du Québec a aussi connu une augmentation de ses taux, mais celle-ci est beaucoup moins importante.

TABEAU 29
Taux d'emploi des participants à la formation professionnelle et technique et à la formation
AUTRE que professionnelle et technique en 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Alma		Chicoutimi		Jonquière		Dolbeau		Roberval		La Baie		Ens. du Qc	
	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2003	2003- 2004
Formation professionnelle et technique	56,0	78,4	52,0	78,8	58,0	79,9	41,0	77,2	63,0	77,4	66,0	76,6	73,0	80,6	53,0	72,9
Formation AUTRE que professionnelle et technique	41,0	63,1	41,0	65,0	36,0	60,0	36,0	63,1	27,0	62,2	55,0	72,3	59,0	55,0	35,0	57,0

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

²² La formation de base inclut les activités suivantes : francisation, préalable à la formation professionnelle, alphabétisation, formation générale secondaire, formation professionnelle secondaire, service d'insertion professionnelle et service d'insertion dans un métier semi-spécialisé.

Généralement, sur le plan régional, les taux d'emploi présentent une performance qui dépasse celle de l'ensemble du Québec. C'est le cas, entre autres, des taux considérés dans le **tableau 30**, qui concernent les participants, les moins de 30 ans et les responsables de famille monoparentale. Seuls les CLE de Lac-Saint-Jean-Est et de Maria-Chapdelaine éprouvent des difficultés avec des taux qui se situent en-dessous de la cible fixée.

Il faut souligner que ces taux n'informent pas sur la qualité des emplois occupés. S'agit-il d'emplois permanents, selon quelle rémunération, etc.?

TABLEAU 30
Comparaison de trois taux d'emploi et des écarts d'atteinte de la cible en 2003-2004

	Taux d'emploi des participants			Taux d'emploi des moins de 30 ans			Taux d'emploi des responsables monoparentaux		
	%	Cible	Écart	%	Cible	Écart	%	Cible	Écart
SLSJ	45,4	42,2	3,2	46,2	44,8	1,4	46,3	37,4	8,9
Lac-Saint-Jean-Est	33,6	41,5	-7,9	32,6	45,0	-12,4	36,4	36,8	-0,4
Chicoutimi	53,2	44,5	8,7	53,6	47,6	6,0	51,8	39,5	12,3
Jonquière	51,2	41,4	9,8	54,0	42,4	11,6	50,6	36,7	13,9
Dolbeau	37,1	38,3	-1,2	38,7	40,3	-1,6	43,5	33,9	9,6
Roberval	45,5	43,6	1,9	48,5	45,9	2,6	41,5	38,6	2,9
La Baie	49,2	41,0	8,2	48,7	43,8	4,9	45,8	36,3	9,5
Ensemble du Québec	45,4	47,1	-1,7	45,7	50,0	-4,3	45,6	41,8	3,8

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

4.4 STAU : une mesure mal connue et pleine de promesses

La mesure de soutien au travail autonome (STAU) semble peu utilisée. En 2003-2004, elle détenait 2 % du volume des participants aux mesures et occupait 8 % des déboursés budgétaires (voir **graphiques 4 et 5**).

Un sondage rapide auprès des responsables de la mesure dans le territoire de Saguenay – secteurs urbain et rural – démontre que les taux de survie des entreprises démarrées – six mois après la fin de la mesure – dépassent largement celui de l'ensemble du Québec, qui est de 50 %, et cela malgré le fait que 2003-2004 représente une année difficile.

Sur 90 participants qui ont bénéficié d'une aide au démarrage, 56 d'entre eux ont effectivement démarré leur entreprise et, six mois après la fin de la mesure, 38 étaient encore en activité. Pour les trois CLE visés par le sondage, Jonquière, Chicoutimi et La Baie, les taux de survie des entreprises démarrées sont respectivement de 87 %, 68 % et 63 %.

La mise en œuvre de la mesure se fait en collaboration avec le CLD du Fjord pour les treize municipalités rurales qui composent la MRC du Fjord et avec le CLD de Saguenay pour le territoire urbain.

D'une manière générale, les participants sont de nouveaux prestataires de l'assurance-emploi, et sur dix candidatures, huit franchissent l'étape du comité de sélection et accèdent à l'étape démarrage. En plus de contribuer à créer de nouvelles entreprises, la mesure permet aussi le rachat d'entreprises existantes.

4.5 L'intervention en entreprise

Les indicateurs relatifs aux services aux entreprises éprouvent, depuis deux ans, des difficultés dont la cause n'est pas évidente. Le **tableau 31** compare les résultats des deux dernières années pour les deux indicateurs relatifs aux entreprises : *les entreprises aidées* et *les vacances signalées*.

TABLEAU 31
Évolution de l'aide aux entreprises et des emplois vacants au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Alma		Chicoutimi		Jonquière		Dolbeau		Roberval		La Baie		Ensemble du Québec	
	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004
Entreprises aidées	178	171	33	34	50	47	26	32	15	13	17	21	32	18	4 358	4 306
% d'atteinte de la cible	112,0	97,2	100,0	91,9	119,0	102,2	100,0	114,3	65,0	50,0	71,0	77,8	291,0	150,0	129,0	121,6
Vacances signalées	7 558	6 509	1 301	1 089	3 076	2 606	1 400	1 244	514	420	831	705	488	445	310 043	327 426
% d'atteinte de la cible	94,0	70,0	91,0	66,0	129,0	94,1	74,0	56,9	74,0	51,9	87,0	63,6	72,0	57,0	109,0	102,3

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

En 2003-2004, la cible des *entreprises aidées* est atteinte à 97 % sur le plan régional et les CLE de Chicoutimi, Jonquière et La Baie atteignent leurs cibles respectivement à 102 %, 114 % et 150 %. Le CLE de Lac-Saint-Jean-Est se situe à 92 % tandis que les CLE Maria-Chapdelaine et Roberval enregistrent des taux d'atteinte respectifs de 50 % et 78 %.

Quant aux *vacances signalées*, le taux d'atteinte de la cible régionale a dégringolé de 24 points par rapport à l'année précédente, passant de 94 % à 70 %. Tous les CLE affichent des réductions significatives de leurs taux d'atteinte de la cible pour cet indicateur. Le CLE de Chicoutimi fait bande à part avec un résultat de 94 % pendant que la performance des autres CLE varie de 52 % au CLE Maria-Chapdelaine à 66 % au CLE Lac-Saint-Jean-Est.

On a parlé dans les pages précédentes de l'utilisation du service de placement en ligne qui n'a pas encore obtenu, semble-t-il, la faveur des entreprises régionales pour offrir les postes disponibles. On a souligné par le passé la nécessité de faire de la promotion du placement en ligne une activité spéciale. On a insisté également sur l'urgence d'une promotion intensive de ce service, notamment auprès des entreprises. Les attentes étaient grandes envers une campagne orchestrée à partir des unités centrales.

Il faut se rappeler, tel qu'évoqué précédemment, que le Saguenay–Lac-Saint-Jean a procédé en 2003-2004 à la réalisation de projets financés via l'enveloppe réservée aux *projets majeurs*. L'aide aux travailleurs mis à pied à la papeterie d'Abitibi-Consol à La Baie et la référence de travailleurs pour l'usine de débrasquage d'Alcan à Alma sont deux projets dans lesquels les ressources d'Emploi-Québec ont été déployées.

Malgré ces efforts, l'écart qui sépare la région de l'ensemble du Québec demeure important.

Il faut signaler la signature de nouvelles *ententes de qualification* dans les CLE qui éprouvent des difficultés avec les indicateurs des services aux entreprises. Le **tableau 32** nous révèle en effet que les CLE de Dolbeau et de Roberval semblent privilégier ce type d'intervention pour aider les entreprises de leurs secteurs où la forêt et le bois occupent une place prépondérante.

TABLEAU 32
Évolution du nombre de nouvelles ententes de qualification au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Alma		Chicoutimi		Jonquière		Dolbeau		Roberval		La Baie		Ens. du Qc	
	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004
Nouvelles ententes de qualification	257	210	63	24	50	40	20	15	44	57	31	25	49	49	2 046	2 873
% d'atteinte	172,0	118,0	242,	75,0	114,0	75,5	57,0	35,7	338,0	380,0	172,0	119,0	377,0	326,7	102,0	122,8

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

4.6 Des réductions de coûts qui reflètent les orientations

La réduction des coûts relatifs aux prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi sont des conséquences positives pour les finances publiques des retours en emploi des personnes qui font appel aux services d'Emploi-Québec. Le **tableau 33** indique que la performance régionale dans l'atteinte des cibles de résultats à ce chapitre dépasse celle de l'ensemble du Québec dans des proportions qui varient de trois à quatre points de pourcentage.

TABLEAU 33
Évolution des sommes non versées en prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi (en K \$) en 2002-2003 et 2003-2004

	SLSJ		Alma		Chicoutimi		Jonquière		Dolbeau		Roberval		La Baie		Ens. du Qc	
	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004	2002 2003	2003 2004
Assistance-emploi	5 873	5 133	997	1 109	1 589	1 208	1 395	1 347	723	458	564	501	603	510	118 582	112 805
% d'atteinte de la cible	93,0	81,5	101,0	108,5	87,0	67,5	74,0	72,2	141,0	91,6	92,0	80,0	123,0	102,6	79,0	75,2
Assurance-emploi	4 774	5 534	932	1 083	973	1 250	1 036	825	612	771	689	515	533	1 090	142 611	131 954
% d'atteinte de la cible	71,0	81,4	64,0	72,5	64,0	81,3	83,0	63,3	66,0	84,0	73,0	53,3	87,0	187,7	88,0	78,2
Somme des prestations non versées	10 646	10 667	1 929	2 192	2 562	2 458	2 431	2 172	1 335	1 229	1 253	1 016	1 136	1 600	261 194	244 759
% d'atteinte de la cible	82,0	81,4	79,0	87,1	77,0	73,9	78,0	68,5	93,0	86,7	81,0	63,8	103,0	148,5	84,0	78,2

Source : Planification d'Emploi-Québec (PEQ)

Seuls les CLE de Lac-Saint-Jean-Est et de La Baie atteignent la cible des *économies à l'assistance-emploi* avec des taux d'atteinte respectifs de 109 % et de 103 %. En regard de la cible des *économies à l'assurance-emploi*, la région a amélioré sa performance de 10 points par rapport à l'année précédente, passant de 71 % à 81 % pendant que le Québec réduisait d'autant son taux d'atteinte de cette cible, passant de 88 % à 78 %. Le CLE de La Baie est le seul à atteindre la cible avec un taux de 188 %.

Quant à la *somme des économies*, la région accuse une légère baisse de 82 % à 81 % et seul le CLE de La Baie atteint sa cible à 149 %. Les économies totales sur le plan régional se chiffrent à 10 667 000 \$.

4.7 Des services publics d'emploi appréciés des citoyens

Dans la mesure où le nombre de plaintes représente un indice d'insatisfaction, on peut penser que la qualité des services offerts s'améliore d'année en année. Le **tableau 34** indique en effet que malgré une augmentation du nombre de participants aux interventions d'Emploi-Québec, le nombre de plaintes concernant le Saguenay–Lac-Saint-Jean a baissé de 23 % en 2003-2004 pendant qu'on en comptait 9 % de moins dans l'ensemble de la province.

TABLEAU 34
Évolution des demandes de réexamen administratif et nature des décisions au cours des trois dernières années
au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans l'ensemble du Québec

	2001-2002				2002-2003				2003-2004				
	Reçues	Décisions	Oui	Non	Reçues	Décisions	Oui	Non	Reçues	Décisions	Oui	Non	En attente
Saguenay–Lac-Saint-Jean	83	83	28 %	72 %	65	65	23 %	77 %	50	47	15 %	85 %	3
Ensemble du Québec	1 757	1 645	28%	72%	1 624	1 624	17 %	83 %	1 478	1 332	18 %	83 %	146

Source : DORSO et DGADSO

Des changements en perspectives

Portée par une économie en croissance, l'année 2003-2004 a été favorable aux services publics d'emploi. La performance du Saguenay–Lac-Saint-Jean a été généralement meilleure que dans l'ensemble du Québec en ce qui concerne l'atteinte des cibles de résultats. Considérée sur le plan local, l'atteinte des cibles affiche un portrait parfois inégal, mais outre quelques exceptions particulières tous les CLE ont livré la marchandise.

Des efforts ont été déployés pour stimuler l'utilisation du placement en ligne, mais il semble que les moyens disponibles sont insuffisants pour donner une impulsion décisive à ce service en ligne.

Les résultats relatifs aux *entreprises aidées* présentent des inégalités qui ne manquent pas d'attirer l'attention et de suggérer certains ajustements sur le plan de l'intervention.

D'une manière générale, il semble bien qu'Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean continuera à inscrire sa prestation de services dans un contexte de transformation des bases traditionnelles du développement régional. Dans ce sens, le support des services publics d'emploi aux initiatives du milieu constitue une contribution stratégique au développement de l'emploi et des entreprises.

Annexe I – Tableau comparatif des résultats au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Données cumulatives, année 2003-2004

INDICATEURS	Résultats de l'année 2003-2004					Cibles 2003-2004			Résultats de l'année 2002-2003					Cibles 2002-2003		
	Saguenay–Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		SLSJ		E du Q	Saguenay–Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		Ensemble du Qc		E du Q
	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n
<i>Accessibilité des services pour les individus</i>																
1. Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec (Adultes distincts)	SLSJ	11 229	101,8	268 240	111,8	SLSJ	11 026	240 000	SLSJ	9 942	99,0	236 099	98,0	SLSJ	10 018	239 734
	Alma	2 074	97,7			Alma	2 122		Alma	1 882	99,0			Alma	1 896	
	Chicoutimi	2 724	95,8			Chicoutimi	2 844		Chicoutimi	2 510	97,0			Chicoutimi	2 581	
	Jonquière	2 731	105,1			Jonquière	2 599		Jonquière	2 327	100,0			Jonquière	2 335	
	Dolbeau	1 317	110,0			Dolbeau	1 197		Dolbeau	1 345	121,0			Dolbeau	1 110	
	Roberval	1 296	97,4			Roberval	1 330		Roberval	1 071	87,0			Roberval	1 237	
	La Baie	1 087	116,4			La Baie	834		La Baie	807	94,0			La Baie	859	
2. Nombre de nouveaux participants à l'assurance-emploi	SLSJ	6 218	103,4	144 316	110,2	SLSJ	6 015	130 938	SLSJ	5 586	97,0	130 156	100,0	SLSJ	5 742	130 628
	Alma	1 097	83,0			Alma	1 321		Alma	1 157	95,0			Alma	1 214	
	Chicoutimi	1 395	102,6			Chicoutimi	1 360		Chicoutimi	1 150	88,0			Chicoutimi	1 313	
	Jonquière	1 443	125,2			Jonquière	1 153		Jonquière	1 171	107,0			Jonquière	1 090	
	Dolbeau	879	108,3			Dolbeau	812		Dolbeau	935	120,0			Dolbeau	778	
	Roberval	846	98,9			Roberval	855		Roberval	734	90,0			Roberval	816	
	La Baie	558	108,6			La Baie	514		La Baie	439	83,0			La Baie	531	
3. Nombre de nouveaux participants à l'assistance-emploi	SLSJ	4 521	89,5	95 785	77,4	SLSJ	5 054	123 702								
	Alma	837	102,1			Alma	820									
	Chicoutimi	1 256	87,5			Chicoutimi	1 435									
	Jonquière	1 241	82,9			Jonquière	1 497									
	Dolbeau	393	98,0			Dolbeau	401									
	Roberval	413	82,3			Roberval	502									
	La Baie	381	95,5			La Baie	399									
4. Nombre de nouveaux participants de moins de 30 ans	SLSJ	4 123	133,5	91 901	108,6	SLSJ	3 760	84 535	SLSJ	3 344	89,0	77 906	92,0	SLSJ	3 760	84 535
	Alma	793	104,3			Alma	760		Alma	669	95,0			Alma	703	
	Chicoutimi	982	98,4			Chicoutimi	998		Chicoutimi	838	86,0			Chicoutimi	976	
	Jonquière	1 050	107,1			Jonquière	980		Jonquière	765	82,0			Jonquière	929	
	Dolbeau	486	121,5			Dolbeau	400		Dolbeau	432	110,0			Dolbeau	394	
	Roberval	470	109,3			Roberval	430		Roberval	361	83,0			Roberval	434	
	La Baie	342	106,9			La Baie	320		La Baie	279	86,0			La Baie	324	
5. Nombre de nouveau participants responsables de famille monoparentale	SLSJ	1 235	85,4	25 750	81,8	SLSJ	1 446	31 467	SLSJ	1 007	74,0	25 700	82,0	SLSJ	1 358	31 432
	Alma	216	88,5			Alma	244		Alma	159	69,0			Alma	230	
	Chicoutimi	308	77,0			Chicoutimi	400		Chicoutimi	267	68,0			Chicoutimi	390	
	Jonquière	339	81,3			Jonquière	417		Jonquière	259	65,0			Jonquière	396	
	Dolbeau	136	102,3			Dolbeau	133		Dolbeau	128	110,0			Dolbeau	116	
	Roberval	134	95,0			Roberval	141		Roberval	106	84,0			Roberval	126	
	La Baie	102	91,9			La Baie	111		La Baie	88	100,0			La Baie	100	

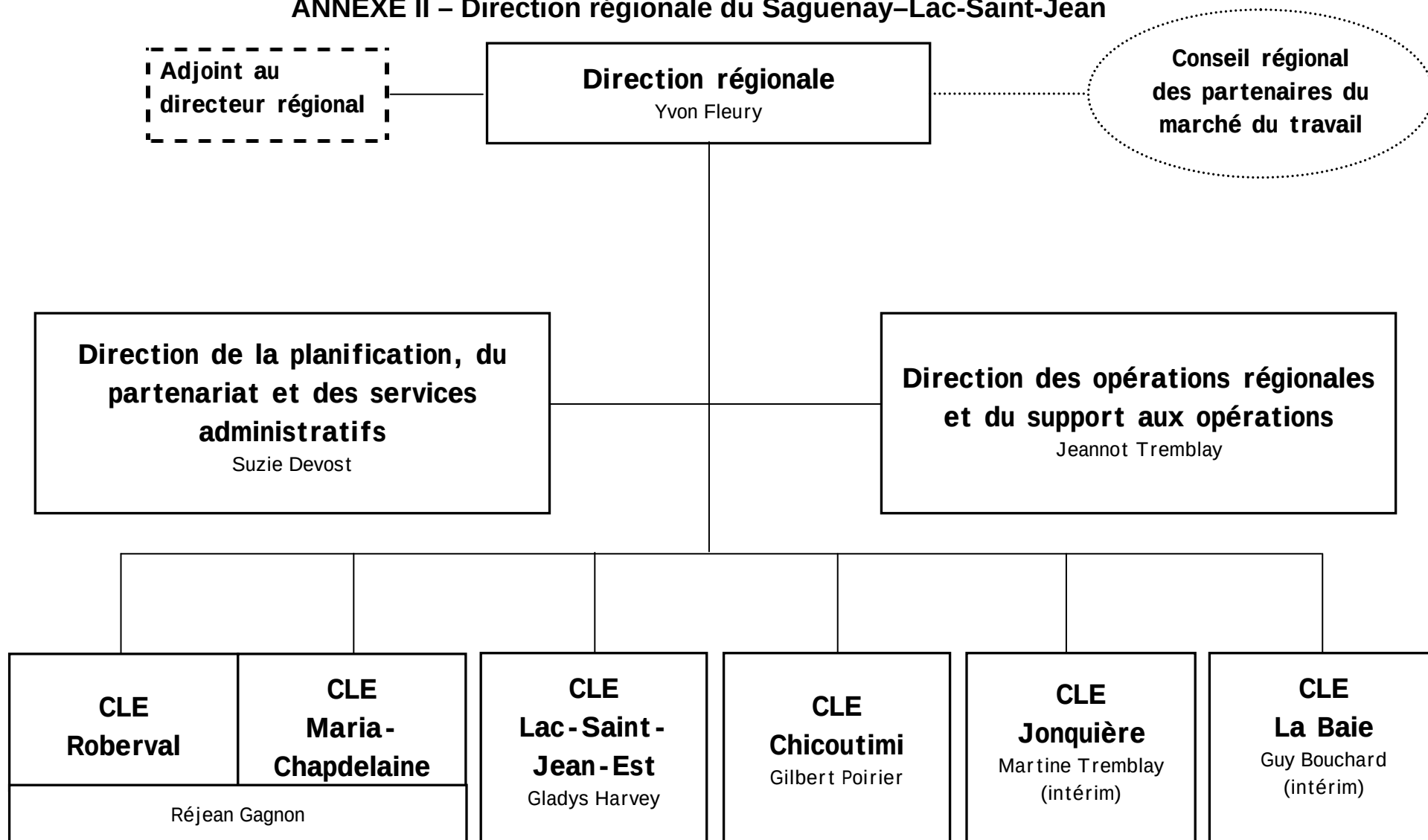
INDICATEURS	Résultats de l'année 2003-2004					Cibles 2003-2004			Résultats de l'année 2002-2003					Cibles 2002-2003		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		SLSJ		E du Q	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		Ensemble du Qc		E du Q
	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n
22. Proportion des participants répondant aux critères de repérage des personnes à risque de chômage prolongé de courte ou de longue durée	SLSJ	77,3	2,3	68,5	- 6,5	SLSJ	75,0	75,0	SLSJ	81,0	6,0	74,0	-1,0	SLSJ	75,0	75,0
	Alma	81,6	6,6			Alma	75,0		Alma	82,0	7,0			Alma	75,0	
	Chicoutimi	72,2	2,8			Chicoutimi	75,0		Chicoutimi	79,0	4,0			Chicoutimi	75,0	
	Jonquière	80,3	4,7			Jonquière	75,0		Jonquière	88,0	13,0			Jonquière	75,0	
	Dolbeau	74,3	- 0,7			Dolbeau	75,0		Dolbeau	62,0	-13,0			Dolbeau	75,0	
	Roberval	77,9	2,9			Roberval	75,0		Roberval	83,0	8,0			Roberval	75,0	
	La Baie	77,1	2,1			La Baie	75,0		La Baie	85,0	10,0			La Baie	75,0	
23. Proportion des participants répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	SLSJ	87,9	12,9	71,5	- 3,5	SLSJ	75,0	75,0	SLSJ	83,0	8,0	74,0	-1,0	SLSJ	75,0	75,0
	Alma	83,6	8,6			Alma	75,0		Alma	79,0	4,0			Alma	75,0	
	Chicoutimi	91,0	16,0			Chicoutimi	75,0		Chicoutimi	79,0	4,0			Chicoutimi	75,0	
	Jonquière	85,5	10,5			Jonquière	75,0		Jonquière	85,0	10,0			Jonquière	75,0	
	Dolbeau	85,7	10,7			Dolbeau	75,0		Dolbeau	81,0	6,0			Dolbeau	75,0	
	Roberval	98,5	23,5			Roberval	75,0		Roberval	95,0	20,0			Roberval	75,0	
	La Baie	82,9	7,9			La Baie	75,0		La Baie	85,0	10,0			La Baie	75,0	
6. Nombre de nouvelles ententes de qualification	SLSJ	210	118,0	2 873	122,8	SLSJ	178	2 340	SLSJ	257	172,0	2 046	102,	SLSJ	149	2000
	Alma	24	75,0			Alma	32		Alma	63	242,0			Alma	26	
	Chicoutimi	40	75,5			Chic.	53		Chicoutimi	50	114,0			Chicoutimi	44	
	Jonquière	15	35,7			Jonquière	42		Jonquière	20	57,0			Jonquière	35	
	Dolbeau	57	380,0			Dolbeau	15		Dolbeau	44	338,0			Dolbeau	13	
	Roberval	25	119,0			Roberval	21		Roberval	31	172,0			Roberval	18	
	La Baie	49	326,7			La Baie	15		La Baie	49	377,0			La Baie	13	
7. Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	SLSJ	1 605	102,9	32 722	96,4	SLSJ	1 560	33 956								
	Alma	406	128,1			Alma	317									
	Chicoutimi	299	92,0			Chicoutimi	325									
	Jonquière	248	90,2			Jonquière	275									
	Dolbeau	344	127,4			Dolbeau	270									
	Roberval	214	92,6			Roberval	231									
	La Baie	94	66,2			La Baie	142									
<i>Accessibilité des services pour les entreprises</i>																
17. Nombre de vacances signalées au service national de placement	SLSJ	6 509	70,0	327 426	102,3	SLSJ	9 304	283 504	SLSJ	7 558	94,0	310 043	109,0	SLSJ	8 039	283 504
	Alma	1 089	66,0			Alma	1 650		Alma	1 301	91,0			Alma	1 426	
	Chicoutimi	2 606	94,1			Chicoutimi	2 768		Chicoutimi	3 076	129,0			Chicoutimi	2 392	
	Jonquière	1 244	56,9			Jonquière	2 188		Jonquière	1 400	74,0			Jonquière	1 890	
	Dolbeau	420	51,9			Dolbeau	809		Dolbeau	514	74,0			Dolbeau	699	
	Roberval	705	63,6			Roberval	1 108		Roberval	831	87,0			Roberval	957	
	La Baie	445	57,0			La Baie	781		La Baie	488	72,0			La Baie	675	

INDICATEURS	Résultats de l'année 2003-2004					Cibles 2003-2004			Résultats de l'année 2002-2003					Cibles 2002-2003		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		SLSJ		E du Q	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		Ensemble du Qc		E du Q
	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n
18. Nombre d'entreprises nouvellement aidées	SLSJ	171	97,2	4 306	121,6	SLSJ	176	3 540	SLSJ	178	112,0	4 358	129,0	SLSJ	159	3 375
	Alma	34	91,9			Alma	37		Alma	33	100,0			Alma	33	
	Chicoutimi	47	102,2			Chicoutimi	46		Chicoutimi	50	119,0			Chicoutimi	42	
	Jonquière	32	114,3			Jonquière	28		Jonquière	26	100,0			Jonquière	26	
	Dolbeau	13	50,0			Dolbeau	26		Dolbeau	15	65,0			Dolbeau	23	
	Roberval	21	77,8			Roberval	27		Roberval	17	71,0			Roberval	24	
	La Baie	18	150,0			La Baie	12		La Baie	32	291,0			La Baie	11	
<i>Efficacité des interventions</i>																
8. Nombre de personnes en emploi après une intervention d'Emploi-Québec	SLSJ	5 468	102,4	132 706	103,6	SLSJ	5 341	128 035	SLSJ	5 797	113,0	135 325	108,0	SLSJ	5 109	125 758
	Alma	905	88,0			Alma	1 028		Alma	1 064	109,0			Alma	979	
	Chicoutimi	1 453	105,4			Chicoutimi	1 378		Chicoutimi	1 468	112,0			Chicoutimi	1 316	
	Jonquière	1 486	118,0			Jonquière	1 259		Jonquière	1 456	123,0			Jonquière	1 183	
	Dolbeau	525	90,5			Dolbeau	580		Dolbeau	543	95,0			Dolbeau	574	
	Roberval	578	89,8			Roberval	644		Roberval	638	102,0			Roberval	623	
	La Baie	521	115,3			La Baie	452		La Baie	628	145,0			La Baie	434	
9. Nombre de participants à l'assurance-emploi en emploi après une intervention d'Emploi-Québec	SLSJ	2 228	84,0	50 156	78,9	SLSJ	2 651	63 547	SLSJ	2 365	92,0	59 858	94,0	SLSJ	2 562	63 397
	Alma	414	71,1			Alma	582		Alma	440	80,0			Alma	553	
	Chicoutimi	558	93,0			Chic.	600		Chicoutimi	578	99,0			Chicoutimi	585	
	Jonquière	538	105,9			Jonq.	508		Jonquière	510	107,0			Jonquière	478	
	Dolbeau	244	68,2			Dolbeau	358		Dolbeau	217	61,0			Dolbeau	354	
	Roberval	244	64,7			Roberv.	377		Roberval	321	89,0			Roberval	359	
	La Baie	230	101,8			La Baie	226		La Baie	299	128,0			La Baie	234	
10. Nombre de participants à l'assistance-emploi en emploi après une intervention d'Emploi-Québec	SLSJ	1 777	104,5	37 400	89,0	SLSJ	1 701	42 000								
	Alma	281	101,8			Alma	276									
	Chicoutimi	500	103,5			Chicoutimi	483									
	Jonquière	513	101,8			Jonquière	504									
	Dolbeau	132	97,8			Dolbeau	135									
	Roberval	158	93,5			Roberval	169									
	La Baie	193	144,0			La Baie	134									
11. Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	SLSJ	45,4	3,2	45,4	-1,7	SLSJ	42,2	47,1	SLSJ	49,6	8,0	49,2	3,6	SLSJ	41,6	45,6
	Alma	33,6	-7,9			Alma	41,5		Alma	48,0	7,1			Alma	40,9	
	Chicoutimi	53,2	8,7			Chicoutimi	44,5		Chicoutimi	49,0	6,1			Chicoutimi	43,9	
	Jonquière	51,2	9,8			Jonquière	41,4		Jonquière	52,0	11,2			Jonquière	40,8	
	Dolbeau	37,1	-1,2			Dolbeau	38,3		Dolbeau	38,	0,2			Dolbeau	37,8	
	Roberval	45,5	1,9			Roberval	43,6		Roberval	51,0	8,0			Roberval	43,0	
	La Baie	49,2	8,2			La Baie	41,0		La Baie	60,0	19,6			La Baie	40,4	

INDICATEURS	Résultats de l'année 2003-2004					Cibles 2003-2004			Résultats de l'année 2002-2003					Cibles 2002-2003		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		SLSJ		E du Q	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		Ensemble du Qc		E du Q
	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n
12. Taux d'emploi des personnes de moins de 30 ans	SLSJ	46,2	1,4	45,7	-4,3	SLSJ	44,8	50,0	SLSJ	53,0	8,6	51,0	2,5	SLSJ	44,4	48,5
	Alma	32,6	-12,4			Alma	45,0		Alma	53,0	8,4			Alma	44,6	
	Chicoutimi	53,6	6,0			Chicoutimi	47,6		Chicoutimi	51,0	3,8			Chicoutimi	47,2	
	Jonquière	54,0	11,6			Jonquière	42,4		Jonquière	54,0	12,0			Jonquière	42,0	
	Dolbeau	38,7	-1,6			Dolbeau	40,3		Dolbeau	41,0	1,0			Dolbeau	40,0	
	Roberval	48,5	2,6			Roberval	45,9		Roberval	57,0	11,5			Roberval	45,5	
	La Baie	48,7	4,9			La Baie	43,8		La Baie	65,0	21,6			La Baie	43,4	
13. Taux d'emploi des responsables de famille monoparentale	SLSJ	46,3	8,9	45,6	3,8	SLSJ	37,4	41,8	SLSJ	46,0	9,1	47,0	6,7	SLSJ	36,9	40,3
	Alma	36,4	-0,4			Alma	36,8		Alma	42,0	5,7			Alma	36,3	
	Chicoutimi	51,8	12,3			Chicoutimi	39,5		Chicoutimi	47,0	10,1			Chicoutimi	36,9	
	Jonquière	50,6	13,9			Jonquière	36,7		Jonquière	47,0	10,8			Jonquière	36,2	
	Dolbeau	43,5	9,6			Dolbeau	33,9		Dolbeau	38,0	4,5			Dolbeau	33,5	
	Roberval	41,5	2,9			Roberval	38,6		Roberval	49,0	10,9			Roberval	38,1	
	La Baie	45,8	9,5			La Baie	36,3		La Baie	53,0	17,2			La Baie	35,8	
14. Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle et technique	SLSJ	78,4		72,9		SLSJ	0	51,3	SLSJ	56,0		53,0		SLSJ	0	51,3
	Alma	78,8				Alma	0		Alma	52,0				Alma	0	
	Chicoutimi	79,9				Chicoutimi	0		Chicoutimi	58,0				Chicoutimi	0	
	Jonquière	77,2				Jonquière	0		Jonquière	41,0				Jonquière	0	
	Dolbeau	77,4				Dolbeau	0		Dolbeau	63,0				Dolbeau	0	
	Roberval	76,6				Roberval	0		Roberval	66,0				Roberval	0	
	La Baie	80,6				La Baie	0		La Baie	73,0				La Baie	0	
15. Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une formation autre que professionnelle et technique	SLSJ	63,1		57,0		SLSJ	0	36,1	SLSJ	41,0		35,0		SLSJ	0	36,1
	Alma	65,0				Alma	0		Alma	41,0				Alma	0	
	Chicoutimi	60,0				Chicoutimi	0		Chicoutimi	36,0				Chicoutimi	0	
	Jonquière	63,1				Jonquière	0		Jonquière	36,0				Jonquière	0	
	Dolbeau	62,2				Dolbeau	0		Dolbeau	27,0				Dolbeau	0	
	Roberval	72,3				Roberval	0		Roberval	55,0				Roberval	0	
	La Baie	55,0				La Baie	0		La Baie	59,0				La Baie	0	
16. Taux d'emploi des participants à l'assistance-emploi	SLSJ	38,5	10,1	37,5	5,8	SLSJ	28,4	31,7								
	Alma	32,0	4,1			Alma	27,9									
	Chicoutimi	41,7	11,7			Chicoutimi	30,0									
	Jonquière	39,3	11,4			Jonquière	27,9									
	Dolbeau	36,0	10,2			Dolbeau	25,8									
	Roberval	37,2	7,9			Roberval	29,3									
	La Baie	42,3	14,7			La Baie	27,6									

INDICATEURS	Résultats de l'année 2003-2004					Cibles 2003-2004			Résultats de l'année 2002-2003					Cibles 2002-2003		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		SLSJ		E du Q	Saguenay-Lac-Saint-Jean			Ensemble du Qc		Ensemble du Qc		E du Q
	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n	Unité	n	% atteint	n	% atteint	Unité	n	n
<i>Efficiencie des interventions</i>																
19. Prestations non versées à l'assistance-emploi (K \$)	SLSJ	5 133	81,5	112 805	75,2	SLSJ	6 300	150 000	SLSJ	5 873	93,0	118 582	79,0	SLSJ	6 300	150 000
	Alma	1 109	108,5			Alma	1 023		Alma	997	101,0			Alma	991	
	Chicoutimi	1 208	67,5			Chicoutimi	1 789		Chicoutimi	1 589	87,0			Chicoutimi	1 816	
	Jonquière	1 347	72,2			Jonquière	1 866		Jonquière	1 395	74,0			Jonquière	1 874	
	Dolbeau	458	91,6			Dolbeau	500		Dolbeau	723	141,0			Dolbeau	512	
	Roberval	501	80,0			Roberval	626		Roberval	564	92,0			Roberval	616	
20. Prestations non versées à l'assurance-emploi (K \$)	La Baie	510	102,6			La Baie	497		La Baie	603	123,0			La Baie	490	
	SLSJ	5 534	81,4	131 954	81,0	SLSJ	6 800	162 900	SLSJ	4 774	71,0	142 611	88,0	SLSJ	6 700	162 500
	Alma	1 083	72,5			Alma	1 494		Alma	932	64,0			Alma	1 445	
	Chicoutimi	1 250	81,3			Chicoutimi	1 538		Chicoutimi	973	64,0			Chicoutimi	1 529	
	Jonquière	825	63,3			Jonquière	1 303		Jonquière	1 036	83,0			Jonquière	1 251	
	Dolbeau	771	84,0			Dolbeau	917		Dolbeau	612	66,0			Dolbeau	925	
21. Somme des prestations non versées à l'assistance-emploi et à l'assurance-emploi (K \$)	Roberval	515	53,3			Roberval	967		Roberval	689	73,0			Roberval	938	
	La Baie	1 090	187,7			La Baie	581		La Baie	533	87,0			La Baie	611	
	SLSJ	10 667	81,4	244 759	78,2	SLSJ	13 100	312 900	SLSJ	10 646	82,0	261 194	84,0	SLSJ	13 000	312 500
	Alma	2 192	87,1			Alma	2 516		Alma	1 929	79,0			Alma	2 436	
	Chicoutimi	2 458	73,9			Chicoutimi	3 327		Chicoutimi	2 562	77,0			Chicoutimi	3 345	
	Jonquière	2 172	68,5			Jonquière	3 169		Jonquière	2 431	78,0			Jonquière	3 125	
	Dolbeau	1 229	86,7			Dolbeau	1 417		Dolbeau	1 335	93,0			Dolbeau	1 438	
	Roberval	1 016	63,8			Roberval	1 593		Roberval	1 253	81,0			Roberval	1 554	
	La Baie	1 600	148,5			La Baie	1 078		La Baie	1 136	103,0			La Baie	1 101	

ANNEXE II – Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean



ANNEXE III – Emploi-Québec Saguenay–Lac-Saint-Jean Conseil régional des partenaires du marché du travail

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Milieu communautaire
Girard, Jeannine Présidente CSN Saguenay–Lac-Saint-Jean Chicoutimi	Boily, Dominique M. fisc. CA Ass. déléguée du département de fiscalité Samson, Bélair/Deloitte et Touche	Fortin, Lise, <u>présidente</u> Directrice SEMO Saguenay–Lac-Saint-Jean inc. Dolbeau-Mistassini
Crevier, Jean-Marc, <u>vice-président</u> Représentant régional FTQ Jonquière	Duchesne, Tony Directeur des ressources humaines Lar Machinerie Métabetchouan	Lemieux, Francine Directrice SEMO Saguenay–Lac-Saint-Jean inc. Jonquière
		<u>Milieu de l'enseignement</u>
Dufour, Lilianne Vice-présidente CSN Chicoutimi	Guillemette, Raynald Directeur général des opérations Industries Tanguay Saint-Prime	Lefebvre, Jean Directeur général Cégep d'Alma Alma
Savard, Robert Directeur des services de la formation de la vie syndicale Fédération de l'UPA du Saguenay –Lac-Saint-Jean	Lefebvre, Roger Directeur du Service des ressources humaines Bowater produits forestiers du Canada inc. Dolbeau-Mistassini	VACANT
Julien, Denis Vice-président régional Fédération des syndicats du secteur aluminium inc. (FSSA) Jonquière	Martel, Gérald, <u>vice-président</u> Surintendant Relations industrielles SÉCAL Jonquière	VACANT
Routhier, Michel Président du syndicat – Division Girardville Usine Abitibi-Consolidated du Canada Girardville	Gauthier, Michel Membre Secteur entreprise Chicoutimi	Gagné, Liz S. Présidente CS des Rives-du-Saguenay Chicoutimi

M. **Yvon Fleury**, directeur régional d'Emploi-Québec, est membre d'office du conseil régional des partenaires du marché du travail.

Mme **Lison Rhéaume**, sous-ministre adjointe par intérim, ministère des Régions, M. **François Paquette**, directeur régional, ministère de l'Éducation (MEQ), et M. **Jacques Drolet**, directeur régional par intérim, ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), font également partie du Conseil régional des partenaires du marché du travail, à titre de membres désignés.